

DIALOGUE ET COLLABORATION POUR LA MITIGATION DES SOURCES POTENTIELLES DE CONFLITS EN GUINEE

Préparé par :

Timothy W. Docking, chef de mission

Soumis à :

USAID/CONAKRY

Contrat No. OUT-AEP-813-96-00005-00



Development Associates, Inc.
1730 North Lynn Street
Arlington, VA 22209-2023

Décembre 1999

TABLE DES MATIERES

Sommaire	1
Remerciements.....	2
Liste des sigles.....	4
Objectif de l'étude et de l'atelier de suivi.....	5
Introduction	5
Bref historique socio-economique de la Guinée	6
Récents événements en Guinée	8
Sources possibles de conflits et d'instabilité en Guinée.....	9
Explication des tableaux de variables (Annexe I).....	10
Causes socio-économiques	10
Augmentation des prix des carburants.....	10
Stagnation économique.....	11
Corruption officielle.....	12
Augmentation des taux d'échec scolaire et corruption du système des concours d'entrée à l'université	13
Arrivée massive de nouveaux réfugiés en Guinée	14
Rupture des accords entre la Guinée, le FMI et la Banque mondiale	15
Faiblesse des prix mondiaux de la bauxite et de l'or	16
Chute des cours de change de la monnaie, diminution des salaires des fonctionnaires et de leur effectif.....	16
Diminution des bourses d'études universitaires	17
Augmentation du trafic de drogues et d'armes.....	17
Augmentation de l'écart entre riches et pauvres.....	17
Eviction sommaire de populations par le gouvernement.....	18
Augmentation du sectarisme religieux	18
Négligence du secteur minier par les sociétés et par l'Etat.....	18
Politiques d'Etat prédatrices ou archaïques pour les économies officielles ou informelles	18
Causes politiques	19
Absence de dialogue politique au niveau national.....	19
Absence d'un système juridique crédible et indépendant.....	20
Politiques ethniques (ou "ethno-stratégie ") dans l'administration publique.....	20
Ingérence dans les affaires internes d'un autre Etat	21
Fraude électorale	21
Absence de radios et télévisions privées.....	22
Politiques ethniques des partis.....	23
Manque d'autonomie du législatif.....	23
Sous-représentation des femmes dans les affaires publiques.....	24
Favoritisme régional dans les décisions politiques	24
Non respect des droits des minorités	25
Ingérence internationale flagrante dans les affaires internes de la Guinée	25
Causes militaires.....	26
Baisse du niveau de vie et de l'accès aux matériaux dans	

les forces armées et la police	27
Incursions armées en provenance de pays voisins	27
Népotisme dans le système de recrutement et de promotion des militaires.....	27
Manque de discipline et d'encadrement adéquat dans les forces armées et la police	28
Ambition personnelle de prendre le pouvoir d'Etat par la force.....	28
Scénarios de conflits et d'instabilité.....	28
Scénario 1 : Mutinerie de l'armée	29
Scénario 2 : Révolte des femmes de Conakry pour protester contre le déclin de la situation économique.....	30
Scénario 3 : Invasion de la Guinée par des rebelles de Sierra Leone	31
Scénario 4 : L'absence prolongée du président	33
Scénario 5 : La fraude électorale aux municipales et législatives provoque des émeutes et l'instabilité dans tout le pays.....	34
Conclusions	35
Bibliographie.....	37
Annexe I.....	A-1

SOURCES POTENTIELLES DE CONFLITS ET D'INSTABILITE EN GUINEE

SOMMAIRE

Depuis la dernière évaluation des sources potentielles de conflits et d'instabilité en Guinée entreprise en novembre 1998, la nation a passé une année difficile. Les élections présidentielles de décembre 1998 ont été marquées par des effusions de sang et l'arrestation d'un leader d'opposition très connu. Il est toujours en prison sans avoir été jugé et son incarcération a fait l'objet de condamnations tant au niveau national qu'international.

Entre-temps, des problèmes de sécurité se sont posés aux frontières de la Guinée quand des rebelles de Sierra Leone et, il est à présumer, des forces gouvernementales du Libéria ont effectué des raids dans le pays, raids qui ont fait plusieurs morts, augmenté les tensions et provoqué la fermeture des deux frontières internationales. La présence continue du plus grand groupe de réfugiés du monde sur le sol guinéen ajoute encore à l'instabilité du milieu.

Au cours de l'année écoulée, le gouvernement de la Guinée a dû s'occuper de problèmes sociaux et économiques sérieux qui ont mené à des émeutes à la suite d'une hausse de 18 % des prix de l'essence en octobre, et du gel du programme du Fonds monétaire international (FMI) pour la Guinée après que le gouvernement ait décidé d'accorder une augmentation de 7% des salaires de ses fonctionnaires sans consulter l'institution de prêts. Des problèmes financiers plus gros que ceux provoqués par la hausse des salaires se profilent gravement sur l'avenir de la Guinée alors qu'elle tente d'augmenter ses recettes et de réduire sa dépendance presque totale à l'égard de fonds fournis par des donateurs (ils représentent 90 % du budget du pays) tout en respectant les conditions rigoureuses du FMI et de la Banque mondiale.

D'autre part, des sources crédibles ont rapporté l'arrestation de plus de 40 soldats, sous-officiers et officiers guinéens, ce qui met en évidence un mécontentement et des incertitudes chez les militaires. En outre, chacun de ces événements s'est produit dans un contexte social d'extrême pauvreté, de chômage, de tensions ethniques et de corruption galopante – mélange détonnant d'ingrédients qui, apparemment, pourrait exploser n'importe quand. Les risques de conflits et d'instabilité sont vraiment grands en Guinée.

Des discussions avec plus d'une centaine d'informateurs de tous les aspects de la vie commerciale, politique, diplomatique, militaire, du domaine du développement, de l'enseignement et des religions ont jeté des lumières et révélé une histoire de profonde frustration et de difficultés dans la population. Un examen plus approfondi des matériaux et textes statistiques a confirmé bien des tendances troublantes citées par les informateurs. Ainsi, l'information empirique suggère que des révoltes contre un gouvernement guinéen impopulaire pourraient provenir de nombreux segments de la population, en particulier de la jeunesse urbaine, des femmes et des militaires. Bien que les deux premiers segments ne semblent pas organisés ni disposer de moyens de communication efficaces, des émeutes spontanées, comme celles qui ont suivi les récentes hausses des prix de l'essence, pourraient avoir lieu à la suite d'un événement apparemment mineur.

Le troisième groupe “à risque”, les militaires de Guinée, reste le grand inconnu, comme de nombreux Guinéens l’ont dit. Personne ne dit savoir ce que l’armée va faire, bien que de nombreuses sources aient rapporté que les tensions ethniques et le mécontentement à propos des décisions gouvernementales de fournir un soutien armé aux présidents Doe, Kaba et Vieira (Nino) au cours de la dernière décennie constituent une source majeure de mécontentement contre le régime Conté. Par conséquent, des sources potentielles majeures de conflits externes et internes et d’instabilité existent en Guinée aujourd’hui, sources qu’aucune des dizaines de sources informées et interrogées au cours de la présente étude n’a voulu négliger.

Le présent document identifie 33 sources potentielles de conflits et d’instabilité en Guinée. Elles ont été regroupées en trois catégories générales : socio-économiques (quinze indicateurs), politiques (treize indicateurs) et militaires (cinq indicateurs). Dans chaque catégorie, les indicateurs ont été classés comme potentiellement à court terme (éléments qui réclament une attention immédiate), à moyen terme (éléments qui présentent des risques d’ici un à deux ans) et à long terme (éléments qui présentent une menace plus insidieuse à la paix et à la stabilité). Cette étude identifie donc treize indicateurs à court terme, douze à moyen terme et huit à long terme. Une matrice fournit un récapitulatif des indicateurs dont il a été déterminé, grâce à une recherche empirique exhaustive, comme essentiels à la stabilité (ou à l’instabilité) en Guinée. Ce tableau indique aussi des méthodes en vue de mesurer et de collecter des données sur les divers indicateurs (voir l’Annexe I).

La présente étude recommande d’employer la matrice comme un document vivant, c’est-à-dire comme un document périodiquement examiné, analysé et ajusté à l’évolution de la situation en Guinée. Elle recommande aussi que cette recherche soit utilisée comme un système d’alarme précoce en cas de crise. De plus, l’auteur espère que ce document sera employé par les organisations de développement pour les aider à cibler des techniques d’appréciation rapide, des études et des observations destinées à identifier les populations qui courent les plus grands risques en Guinée.

Néanmoins, la présente étude reconnaît que les conflits sociaux et l’instabilité constituent des phénomènes extrêmement nuancés et, par conséquent, difficiles à prévoir. Elle conclut, cependant, que l’observation attentive des éléments identifiés comme les clefs de la stabilité en Guinée pourrait aider à réduire les conséquences néfastes des conflits dans lesquels se débat actuellement la région de l’Afrique de l’Ouest.

REMERCIEMENTS

Je voudrais, d’abord et avant tout, remercier les personnes qui ont pris part aux interviews et à la collecte des données qui ont rendu cette étude possible. Au cours des trois semaines de la phase de recherches et de rédaction, mon assistant et moi avons parlé à plus de cent personnes différentes, quelquefois pendant très longtemps, de questions qui ont affecté les changements en Guinée ou qui pourraient le faire. Bien que composé principalement de Guinéens, ce groupe a compris des diplomates et des experts du monde entier. Leur bonne volonté pour s’asseoir et discuter avec nous, partager des matériaux et faciliter l’organisation d’autres réunions, a été essentielle au succès de nos travaux et très appréciée par ses auteurs. En fait, nous espérons que

tous ceux qui ont pris part à cette étude, aussi bien que ses lecteurs, bénéficieront d'une certaine appréhension de la situation actuelle en Guinée et de son développement dans le futur.

Bien que de nombreux employés de la mission de l'USAID à Conakry aient participé aux interviews et à la collecte des données, j'aimerais remercier tout particulièrement Harry Birnholz (directeur de la mission), Henderson Patrick (sous-directeur de la mission) et aussi Hannah Baldwin et les autres membres de l'Equipe de bonne gestion démocratique des affaires publiques pour leur coopération et leur patience. D'autres membres de la mission, notamment Ely Bacolod, n'ont pas non plus été avares de leur temps.

Development Associates, Inc., dont le siège se trouve en Virginie, a facilité ce projet depuis l'autre côté de l'Atlantique et offert des conseils et une assistance précieux du début à la fin. Don Anderson, de HumaniTech, doit aussi être remercié pour avoir fourni la base du cadre méthodologique sur lequel la présente étude est fondée.

Enfin, j'aimerais remercier mon homologue guinéen qui, pour ce projet, s'est occupé de la logistique et a joué son rôle de guide culturel avec panache, et a aussi contribué à la recherche nécessaire à la présente étude.

LISTE DES SIGLES

Glossaire des Sigles

AFRC	Armed Forces Ruling Council (groupe rebelle de Sierra Leone)
CMRN	Comité Militaire de Redressement National (gouvernement militaire de la Guinée qui a pris le pouvoir à la mort de Sékou Touré en 1984)
CEDEAO	Communauté économique des Etats d’Afrique de l’Ouest
CODEM	Coordination de l’Opposition Démocratique
FG	Franc guinéen
FMI	Fond monétaire international
HCR	Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IFES	International Foundation for Electoral Support (Fondation internationale pour le soutien électoral)
IFI	Institution financière internationale
MID	Ministère de l’Intérieur et de la Décentralisation
OGDH	Organisation Guinéenne des Droits de l’Homme
ONG	Organisation non gouvernementale
OUA	Organisation de l’Unité Africaine
PAS	Programme d’ajustement culturel
PDG-AST	Parti Démocratique de Guinée-Ahmed Sékou Touré
PPG	Parti du Peuple de Guinée
PUP	Parti pour l’Unité et le Progrès
RPG	Rassemblement du Peuple de Guinée
RUF	Revolutionary United Front (Front révolutionnaire uni – groupe rebelle de Sierra Leone)
UE	Union européenne
ULIMO	United Liberation Movement (Mouvement unifié de libération – groupe rebelle libérien)
UPG	Union pour le Progrès de la Guinée
UPR	Union pour le Progrès et le Renouveau
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
USTG	Union Syndicale des Travailleurs de Guinée

OBJECTIF DE L'ETUDE ET DE L'ATELIER DE SUIVI

La dernière decennie du vingtième siecle a été caracterisé en Afrique par des vagues de violence et d'instabilité des regimes politiques. La République du Congo, le Liberia, la Sierra Leone, la Guinée Bissau et tout dernièrement la Côte d'Ivoire ont vu des changements brusques de regimes suite à des coups de force. La Republique de Guinée même si elle est restée epargnée, represente un cas singulier qui merite une très grande attention. En effet la Guinée est considerée aujourd'hui comme le dernier homme debout. Des conflits dans ses Pays voisins ont fait de son sol la terre d'agile du plus grand nombre de refugiés en Afrique. Un conflit interne aurait forcement et très rapidement un caractère sous-regional, voire même regional.

C'est pour cette raison que la suite de cette présente étude, qui a identifié des sources potentielles de conlict et d'instabilité, doit reunir à la fois des représentants du gouvernement, des bailleurs de fonds et de la société civile afin de defenir et de mettre en cuevre une strategie commune de prevention de conflits en Guinée. Toute fois, il faut noter que cette etude a été conduite en dehors du cadre bilatéral de l'USAID pour qu'elle ne soit pas biaisée par des acteurs clés contribuant a la stabilité et a la resolution des conflits en Guinée. Cependant plusieurs représentants et officiels du gouvernemnt guinéen ont été interviewés pendant le déroulement de cette étude si bien que leurs opinions et connaissances de la situation en constituent un partie integrante.

Un atelier qui regroupera ces differents representants est planifié. Cet atelier permettra aux participants de discuter les conclusions et recommandations de l'étude, de categoriser les sources potentielles de conflit selon leur urgence, et de definir les plans d'actions pour les prevenir.

INTRODUCTION

Aujourd'hui, la République de Guinée se trouve à une croisée de chemins: le gouvernement avait adopté un programme de libéralisation économique et politique qui devait remplacer une tradition de pouvoir dictatorial étatique. Bien qu'une poignée d'Etats africains aient fait récemment des progrès impressionnants vers la démocratisation et les réformes de libéralisation des marchés (Le Mali, le Bénin, la Namibie et l'Afrique du Sud par exemple), une résurgence de l'autoritarisme a réduit, pour des millions de gens, les espoirs de paix, de liberté et de prospérité dans des pays comme le Congo-Brazzaville, la République démocratique du Congo et l'Angola. Néanmoins, l'espoir survit tant parmi les donateurs que parmi les citoyens que la Guinée conduira son programme au succès. En fait, les préoccupations en matière de développement socio-économique en Guinée ont acquis une nouvelle importance compte tenu de l'instabilité qui règne dans les pays voisins.

Au cours des années 1990 sur trois des frontières de la Guinée, des guerres civiles ont refoulé un flot de réfugiés dans le pays. A la fin de la décennie, la Guinée était l'hôte d'au moins un demi million d'entre eux, un des plus grands groupes de réfugiés du monde. Les conflits régionaux en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée-Bissau ont créé des tensions dans les régions frontalières ainsi que dans les centres urbains où les réfugiés sont concentrés, et des confrontations armées ont eu lieu en plusieurs occasions sur les frontières du pays. Tout au long de la décennie, les soldats guinéens ont connu des actions considérables en territoire étranger et national.

Néanmoins, l'environnement économique et politique dans le pays a aussi été sous pression. Comme beaucoup d'Etats en cours de transition vers la démocratie multipartite, La Guinée a trébuché. Cependant, une combinaison particulière de facteurs historiques a compliqué la libéralisation politique de la Guinée et les réformes économiques ont été entravées par une mauvaise gestion gouvernementale et un marché mondial des produits de base inamical. L'ajustement structurel et les conditions exigées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ainsi que la faiblesse de l'investissement étranger n'ont fait qu'aggraver l'austérité économique dans tout le pays. Le chômage, la pauvreté et la frustration provoquée par le régime actuel ont exacerbé les tensions et créé un environnement social volatile.

La promesse de démocratie à laquelle croyaient nombre de Guinéens à la fin de la guerre froide ne s'est pas réalisée. En fait, beaucoup de Guinéens attribuent les problèmes socio-économiques actuels de la nation à l'échec de ses dirigeants. En tête de liste de leurs plaintes se trouve une nouvelle vague d'ethnocentrisme qui a balayé tout le pays. Les tensions ethniques sont exacerbées, en Guinée, par les partis politiques d'opposition qui sont clairement divisés le long des lignes ethniques et régionales et par un gouvernement au pouvoir qui est souvent accusé de pratiquer une "ethno-stratégie" en vue de diviser et affaiblir l'opposition.

La politique intérieure a ainsi aliéné de grandes parties du public qui la considèrent comme élitiste et égoïste. La population aliénée de la Guinée se sent souvent abandonnée par ses dirigeants et privée de ses droits civiques par un appareil d'Etat corrompu qui piétine le droit avec impunité. Le nationalisme qui, il y a un certain temps, contrait les forces centrifuges à l'indépendance s'est évaporé et les Guinéens retournent à leurs identités ethniques et régionales. En particulier, la jeunesse guinéenne âgée de moins de 21 ans (qui constitue plus de la moitié de la population) se sent abandonnée par l'Etat. Le chômage, la pauvreté et un système d'enseignement déficient suscitent des sentiments de désespoir, de ressentiment et de rage. En fait, la jeunesse guinéenne d'aujourd'hui est une des principales sources de tension dans le pays, une source qui pourrait menacer la paix et la stabilité dans l'avenir.

Le but de la présente étude est d'identifier des sources potentielles de conflits et d'instabilité en Guinée, telles que celles qui ont été mentionnées ci-dessus. Ce document est fondé sur la prémisse que la première mesure à prendre pour éviter des conflits comparables à ceux qui règnent dans de nombreux pays d'Afrique à la fin du vingtième siècle est d'identifier ses sources potentielles. De plus, la présente étude affirme que faire tomber les tensions internationales et socio-économiques intérieures au lieu d'intervenir en cas de crise est une stratégie qui réclame l'attention et des donateurs et des Etats africains.

C'est pourquoi cette étude tentera d'identifier et de classer les sources potentielles de conflits en Guinée dans l'espoir que les organisations nationales et internationales utiliseront cette information pour cibler leurs interventions en vue de faire baisser les facteurs de risque et, de cette manière, de minimiser les crises potentielles.

BREF HISTORIQUE SOCIO-ECONOMIQUE DE LA GUINEE

En 1958, la Guinée a été la première et la seule colonie française à dire non au référendum de de Gaulle et est donc devenue une république indépendante en dehors de la communauté franco-

africaine. A ce moment-là, la Guinée paraissait un pays disposant d'un potentiel économique immense : elle avait 25 % des réserves mondiales de bauxite et de riches dépôts d'or et de diamants. Au cours de la décennie qui a suivi l'indépendance, la Guinée, avec le Ghana et la Tanzanie, a mené la lutte pour la décolonisation, le non alignement et le socialisme à l'africaine. Sous la direction dynamique de Sékou Touré, les Guinéens se sentaient fiers d'avoir dit NON aux Français.

Cependant, l'éclat de la Guinée indépendante a vite commencé à se ternir. Bien que toujours jouissant d'un grand prestige international, Sékou Touré a commencé à diriger le pays d'une main de fer. Comme il avait une peur constante des conspirations, Touré a écrasé ses ennemis réels ou imaginaires. Ses tactiques de torture et d'exécutions ont créé une culture de crainte parmi les Guinéens, culture toujours fraîche dans les mémoires de la population aujourd'hui. Au cours des années 1970 et 1980, Touré a ainsi utilisé l'Etat pour réprimer les Guinéens et s'accrocher au pouvoir. Au cours de cette période de pouvoir dictatorial rude, la confiance dans l'Etat a disparu et les Guinéens n'ont pu qu'observer la dégradation de leur économie.

Ce n'est pas avant la mort de Touré en 1984 et la prise du pouvoir par un groupe de militaires ensuite qu'un semblant de démocratie et de respect des droits de l'homme a réapparu en Guinée. Cependant, les officiers supérieurs de l'armée et les civils (pour la plupart des enseignants de l'Ecole normale de Maneah) qui ont volé le pouvoir au gouvernement provisoire et créé le CMRN (Comité Militaire de Redressement National) en avril 1984 ont injecté une dimension ethnique et régionaliste sur la scène politique nationale. Ce régionalisme tendait à favoriser les Guinéens de la Basse-Côte ou zone côtière orientale qui sont principalement considérés comme appartenant au groupe linguistique et ethnique Susu, celui du nouveau président de la Guinée, Lansana Conté. Les tensions entre groupes ethniques se sont encore exacerbées un an plus tard, en juillet 1985, quand l'ancien Premier ministre Diarra Traoré a essayé de prendre le pouvoir en faisant un coup d'Etat. Les troupes loyales à Conté ont arrêté Diarra Traoré, ses partisans et sa famille, et les ont exécutés sans procès. Cette affaire a été généralement considérée, dans le groupe ethnique Malinké, comme une attaque contre lui et elle a donc encore fait augmenter les tensions ethniques. En fait, cet événement est généralement cité en Guinée comme le début d'une "ethno-stratégie" utilisée par Conté pour diviser son opposition et conserver le pouvoir avec sa famille étendue et ses associés.

Néanmoins, le gouvernement de la Deuxième république présidé par le général Lansana Conté a prudemment restauré les activités politiques. La Deuxième république a aussi tourné le dos au système économique marxiste de Sékou Touré. En décembre 1985, le système bancaire guinéen a été réformé. La nouvelle monnaie, le Franc guinéen, a été définie de la manière suivante : 300 FG = 1 US\$. Les banques d'Etat ont été fermées et remplacées pour la plupart par des institutions financières françaises et les subventions de l'Etat ont été considérablement réduites. Le FMI a récompensé le nouveau gouvernement pour ces mesures, en 1986, en lui offrant 40 millions de dollars américains et la Banque mondiale a fourni un prêt d'ajustement structurel de 42 millions de dollars américains. Mais les effets de l'ajustement structurel, principalement les réductions massives d'emplois gouvernementaux et la fin d'une politique de recrutement automatique dans la fonction publique des diplômés de l'enseignement supérieur, a été un coup dur pour les Guinéens et nous en reparlerons plus loin dans la présente étude.

Néanmoins, la transition vers une économie de marché et un bon système de gouvernement démocratique a été lente et ne s'est jamais manifestée comme un changement clair par rapport aux moeurs de la Première république. Rien ne s'est passé pour l'institution d'un système constitutionnel de gouvernement avant 1990, quand la nation a approuvé la création de la Troisième république. Avant l'adoption de la Loi fondamentale, cependant, les premières élections locales et régionales ont eu lieu dans tout le pays. Dans certaines régions, elles ont provoqué de violentes confrontations entre factions ethniques. Conakry, Kindia et N'Zérékoré ont été les villes les plus affectées par ces violences. 1990 a aussi vu l'essor du militantisme étudiant en Guinée. Les grèves des étudiants contre des conditions de vie et de travail inférieures aux normes ont provoqué l'occupation par la police de l'Université de Conakry en décembre et de violents affrontements entre les élèves du secondaire et la police ont fait au moins deux morts en novembre. En mars 1991, la violence ethnique s'est manifestée de nouveau au cours des élections pour le maire de Conakry. La même année, les enseignants se sont joints à leurs élèves pour faire grève afin de protester contre de mauvaises conditions de travail et pour des augmentations de salaire.

C'est ainsi que, alors que le début des années 90 a connu une ouverture politique en Guinée, les tensions ethniques et les violences semblaient étouffer le nouveau processus politique. En 1992, le gouvernement a légalisé le multipartisme et 46 partis ont été formés sur-le-champ. De violentes confrontations à Kankan, Conakry et dans d'autres villes, ainsi que le développement des affiliations à des partis fondés sur l'ethnicité, ont troublé les préparatifs des premières élections présidentielles en décembre 1993 et tout cela a donc divisé l'opposition de sorte que Lansana Conté a été élu.

RECENTS EVENEMENTS EN GUINEE

Depuis ces débuts difficiles au début des années 1990, la démocratie en Guinée s'est avérée un objectif problématique. Il en a été de même du programme étatique de réforme économique. Cependant une tendance encore plus inquiétante au cours de cette période a été l'augmentation des tensions ethniques dans toute la société guinéenne et les rébellions dans l'armée. Le plus fameux exemple s'est produit les 2 et 3 février 1996, quand un groupe du Camp Alpha Yaya s'est mutiné et a attaqué le Palais du peuple (palais présidentiel) avec de l'artillerie. L'attaque a cessé quand Lansana Conté a accepté les exigences des soldats qui réclamaient des augmentations de salaire et de meilleures conditions de vie (bien que des informants disent que beaucoup, parmi les militaires ne pensent toujours pas que Conté a honoré sa part du marché). Cette affaire, cependant, a servi à souligner le fait que les militaires, au cours des dernières années 1990, restent les acteurs les plus importants pour la stabilité de la Guinée.

Un autre événement notable et perturbateur a eu lieu en février 1998. Le gouvernement Conté a indiqué qu'un quartier connu sous le nom de la zone des rails de Kaporo, à Conakry, était construit sur des terres qui appartenaient à l'état et que tous les squatters devaient le quitter. La population de ce quartier à grande densité habité par des membres du groupe ethnique Peul a protesté contre l'ordre d'éviction et renvoyé l'affaire à l'Assemblée Nationale. Cependant avant que les membres du parlement puissent prendre une décision sur la question, les bulldozers du gouvernement ont rasé dix mille maisons et déplacé plus de 120 000 personnes. Des émeutes ont ensuite opposé les Peuls aux autorités de Conakry. Les violences ont mené à la mort de huit

civils et d'un gendarme et à 59 arrestations, dont celles de deux chefs religieux et de trois parlementaires (l'un d'entre eux dirigeait le plus grand parti d'opposition de Guinée, il a été maintenu en prison pendant trois mois).

Quand le premier mandat de cinq ans du président Conté et des membres du parlement a tiré à sa fin en 1998, de nombreux observateurs politiques ont craint le retour des effusions de sang qui avaient marqué la campagne électorale de 1993. Cependant il y a eu relativement peu d'incidents violents pendant la campagne. Néanmoins, les tensions ethniques ont de nouveau été exacerbées quand les partis politiques fondés sur les ethnies sont devenus la cible du régime Conté. La controverse suscitée par la campagne de 1998 a été le cadre de l'arrestation de leaders d'opposition en vue, dont Alpha Condé du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) et Marcel Cross du Parti Démocratique de Guinée – Ahmed Sekou Touré (PDG-AST), respectivement avant et après les élections, ce qui montre l'inquiétude profonde du gouvernement de la Guinée face aux menaces potentielles à la sécurité nationale. M. Condé a été alors arrêté sur allégation qu'il essayait de passer illégalement en Côte d'Ivoire et il a été ensuite accusé de subversion et de recrutement de mercenaires étrangers en vue de renverser le gouvernement Conté. M. Cross a été accusé de possession illégale d'armes à feu. Bien que ce soit seulement spéculation qu'il y ait des membres en colère de l'opposition associés à des plans fumeux d'insurrection, les accusations contre les deux candidats et l'arrestation par la police de militants d'opposition dans tout le pays après les élections illustraient l'environnement politique tendu qui régnait en Guinée à la fin de 1998.

Néanmoins, la victoire écrasante de Lansana Conté sur quatre candidats aux présidentielles en décembre 1998 a montré qu'il continuait à être le principal acteur politique du pays. Bien que l'opposition (comme on pouvait le prévoir) disait avoir des preuves de fraude électorale massive, des observateurs internationaux se sont prononcés satisfaits avec des réserves. Cependant les élections et la période qui a suivi, notamment avec l'incarcération sans procès d'Alpha Condé, laissent à prévoir une instabilité continue en Guinée et nous en discuterons plus en détail plus loin dans la présente étude.

SOURCES POSSIBLES DE CONFLITS ET D'INSTABILITE EN GUINEE

L'identification et la mise en contexte des sources réelles et potentielles d'instabilité en Guinée seront le sujet du reste de ce document. En fait, certaines sources potentielles de conflit ont déjà été identifiées plus haut. Cependant, en vue de s'attaquer à ces questions, l'analyse empirique des sources d'instabilité a été entreprise. Un sommaire de cette analyse, "la liste des variables", se trouve dans l'Annexe I.

Le texte qui suit met en contexte 33 variables qui ont été identifiées, grâce à une recherche exhaustive et du travail sur le terrain en Guinée, comme des sources potentielles de conflits et d'instabilité. La discussion qui suit explique : 1) les indices empiriques qui justifient le choix de chaque variable ; 2) classe chaque variable selon le niveau des risques courus ou selon le degré d'urgence de la prise de mesures destinées à améliorer la situation ; 3) identifie les acteurs clé associés au problème ; 4) et explique alors comment l'évolution de la source potentielle de conflits peut être suivie et mesurée.

EXPLICATION DU TABLEAU DES VARIABLES (ANNEX 1)

Dans ce contexte les raisons de la sélection et de la classification de chacune de ces variables se feront jour, soulignant les nombreuses nuances impliquées dans l'identification et le traitement des sources potentielles de conflits et d'instabilité en Guinée. En vue de faciliter l'étude et la discussion des sources d'instabilité, une liste de variables a été établie, elle en classe 33 en groupes qui correspondent à de vastes domaines d'investigation: les facteurs socio-économiques, les facteurs politiques et les facteurs militaires. Ces divisions ont été faites après avoir parlé avec plus de cent citoyens et experts du développement économique et social en Guinée. De ces interviews est sortie une image claire des sources potentielles de conflit en Guinée aujourd'hui.

Les catégories de facteurs ont été placées dans le tableau dans l'ordre d'importance attribué par les informants. C'est ainsi que les interviewés ont cité le plus souvent les problèmes économiques avant les politiques et militaires comme sources de conflits potentiels. Dans chacune de ces catégories, des causes ont aussi été classées selon la fréquence de leur mention par les informants et de l'importance qui leur était attribuée. La colonne "urgence" à la gauche du tableau classe chaque variable selon le terme, court, moyen ou long, du risque pour la stabilité en Guinée. Les indicateurs classés CT (à court terme) ont été le plus souvent considérés par les interviewés comme une source majeure de tensions aujourd'hui, source qui réclame une attention immédiate. Les variables MT (à moyen terme) sont celles considérées par les informants comme présentant un risque significatif au cours de l'année ou des deux ans à venir. La catégorie finale a été considérée par les informateurs comme constituée de facteurs plus insidieux qui pourraient provoquer l'instabilité à long terme, dans au moins deux ans.

La troisième colonne du tableau identifie les principaux acteurs impliqués dans chaque cause (colonne deux). La colonne quatre montre les moyens par lesquels un indicateur d'instabilité donné peut devenir manifeste et la colonne cinq suggère des moyens de suivre et de mesurer les indicateurs. L'ensemble de ce tableau a été conçu en vue de fournir aux décideurs un outil destiné à identifier les domaines potentiels de conflit. Un tel système d'alarme précoce sert surtout à éviter et à atténuer les sources d'instabilité.

CAUSES SOCIO-ECONOMIQUES

"La jeunesse sans emploi, pauvre et frustrée présente le plus grand danger pour la stabilité en Guinée aujourd'hui" - un interviewé.

L'augmentation du prix des carburants

La description suivante de la première variable de la liste va encore mieux expliquer le modèle employé pour la présente étude. En octobre 1999, le gouvernement de la Guinée a annoncé une augmentation de 150 FG par litre d'essence. D'un seul coup, le prix pour les consommateurs est passé de 850 à 1000 FG par litre. Le choc a immédiatement été ressenti par les transporteurs du pays qui y ont réagi en augmentant les tarifs de leurs minibus et taxis respectivement de 50 et de 25 % (de 100 à 150 FG pour les minibus et de 200 à 250 FG pour les taxis). Les transporteurs ont justifié cette forte augmentation de leurs tarifs, bien plus forte que celle du prix de l'essence, en

disant qu'ils avaient gardé les mêmes tarifs tout au long des années 1990 malgré une augmentation de 21 % du prix de l'essence en 1996 (qui l'avait fait passer de 700 à 850 FG par litre).

Les habitants des villes, qui dépendent le plus des transports publics, ont ainsi rapidement été les victimes de l'action gouvernementale. De plus, les parents d'enfants d'âge scolaire, qui doivent payer des transports quotidiens entre la maison et l'école, ont été particulièrement frappés par la décision. Le choc de l'événement avait été aggravé par le calendrier, car l'augmentation a eu lieu à la veille de la rentrée des classes, période qui requiert des dépenses extraordinaires et qui a taxé le budget des familles dans tout le pays. Enfin, la manière autocratique par laquelle la décision avait été prise et communiquée aux citoyens guinéens, sans consultation publique ni justification, a encore plus alimenté le ressentiment de la population contre le gouvernement.

Comme on pouvait le prévoir, il y a eu un tollé général à Conakry. Les élèves de l'enseignement secondaire et la jeunesse au chômage ont manifesté pour protester contre la décision et les tensions ont vite mené à des conflits avec les chauffeurs des transports publics et des émeutes dans la capitale. La police a répondu en usant de la force brute, en tirant, en battant et en arrêtant nombre de protestataires. Ces événements ont provoqué la mort de deux jeunes gens et ont encore augmenté les tensions entre les habitants de la ville et la police.

Bien que cet événement ait eu lieu avant la présente étude sur les conflits, il constitue un exemple de la manière dont la matrice des variables a été conçue en vue d'identifier (et ainsi de réduire) les sources potentielles de conflits et d'instabilité. L'inclusion de "l'augmentation des prix des carburants" dans la liste des indicateurs représente une analyse rétroactive d'une cause d'instabilité, de ses acteurs et manifestations, et une méthode de mesure de l'évolution de cet indicateur précis. Ici, l'analyse sert de plus à mettre dans son contexte et à interpréter l'évolution (ou l'évolution potentielle) de l'événement.

C'est ainsi qu'une cause potentielle d'instabilité peut être désassemblée, analysée et mieux comprise. En fin de compte, cette approche à la compréhension des conflits devrait aider les décideurs à identifier les problèmes potentiels avant qu'ils se posent et de prendre des mesures préventives. Comme le commentaire ci-dessus le suggère, les émeutes associées avec l'augmentation des prix des carburants étaient prévisibles. L'amplitude de l'augmentation, sa date, la manière autocratique avec laquelle la décision a été prise puis communiquée aux citoyens guinéens – ainsi que la réaction brutale de la police à Conakry – ont toutes contribué à la recette de la tragédie qui s'en est suivi. Enfin, l'augmentation des prix de l'essence démontre clairement que la prise de décisions est un processus à plusieurs niveaux et qu'il est nécessaire de créer des plans de secours et des scénarios avant de prendre des mesures politiques majeures.

La stagnation économique

"Je connais des femmes qui volent du riz dans les sacs achetés par leurs maris pour pouvoir le revendre et acheter les ingrédients nécessaires à leur sauce et certaines qui sont forcées de vendre leurs vêtements pour pouvoir nourrir leurs familles " - une officielle élue

Les facteurs économiques ont été, en fait, les sources de tension les plus souvent citées en Guinée aujourd'hui, tout particulièrement et le plus souvent le chômage et la pauvreté. Ces

facteurs peuvent se regrouper sous la rubrique générale de stagnation économique. L'absence de croissance économique en Guinée au cours des années 1990 peut être attribuée à bien des problèmes nationaux. Ce facteur est facilement mesuré avec les données économiques et nécessite peu de justification : c'est un truisme que de dire que la stagnation entraîne l'instabilité. Néanmoins, c'est un facteur qui est autant un symptôme d'une maladie plus systématique que la cause fondamentale des problèmes de la Guinée. Une explication plus approfondie de cette assertion sera trouvée plus bas dans ce document.

La corruption officielle

La corruption officielle est un autre facteur cité par la plupart des interviewés comme source potentielle de conflits et d'instabilité en Guinée. L'un d'eux a résumé ses préoccupations à propos de la corruption en ces termes : " pendant que les masses au chômage à Conakry essaient de survivre, elles lisent des informations sur la corruption officielle qui sévit impunie et elles observent leurs dirigeants politiques qui passent en voiture et agissent comme si les soucis du monde ne les concernaient pas ". Aujourd'hui, le manque de justice perçu par les Guinéens surpasse d'autres sources d'instabilité comme le chômage élevé et les taux de pauvreté. Si bien que, quand des événements comme l'augmentation du prix de l'essence se produisent, l'amertume prend pour cible les officiels et les institutions de l'Etat. En fait, la corruption se propage de haut en bas de sorte que si les officiels de haut rang du gouvernement sont perçus comme corrompus par la population, les officiels de rang moins élevé se sentent presque obligés de voler l'Etat aussi. " Si vous êtes nommé à un nouveau poste et ne profitez pas de votre position pour vous enrichir, votre famille, vos amis et les gens en général pensent que vous êtes stupide. Ils diront : c'est à ton tour maintenant et si tu ne profites pas de l'occasion tu vas laisser passer ta chance ". Un autre informant plus cynique est allé jusqu'à dire qu'il existe peu d'opposition morale à la fraude et à la corruption aujourd'hui en Guinée.

Cependant, quels que soient les déterminants culturels ou éthiques de la corruption, une chose est certaine : ses effets néfastes sur l'économie guinéenne sont incalculables. En plus des pertes directes attribuables à la corruption, il faut aussi prendre en compte l'impact qu'elle a sur les investissements étrangers et sur le secteur privé. La Guinée s'est fait une réputation internationale pour sa corruption. Une récente conversation avec un homme d'affaires international montre pourquoi :

Je suis venu en Guinée pour représenter une société internationale de transports chargée de livrer une commande de plusieurs millions de dollars en matériel industriel à une mine du nord-est de la Guinée. Le navire et le matériel sont arrivés en temps voulu mais j'ai dû payer aux autorités portuaires des centaines de milliers de francs guinéens en pots de vins pour obtenir le déchargement. Puis, une nuit, 1 300 litres d'huile hydraulique ont été volés dans un des bulldozers, ce qui a retardé de deux jours le départ du convoi pour la mine. Quand nous avons finalement trouvé le fluide et la pompe spéciale nécessaire pour en remplir le bulldozer, les batteries ont été volées dans toutes les autres machines, ce qui a provoqué un nouveau retard long et onéreux. Et tout cela s'est passé sous les yeux des autorités portuaires [les agents des douanes].

D'autres informants ont dit que cette histoire tend à être plus souvent la règle que l'exception de nos jours dans le port de la Guinée. Avant même de quitter la Guinée, le représentant de la

société de transport a dit qu'il recommanderait à ses supérieurs de ne plus faire d'affaires avec ce pays dans l'avenir. Ceci est seulement un exemple de la menace insidieuse que la corruption fait peser sur la stabilité nationale et sur la croissance économique. La corruption a atteint de tels niveaux en Guinée qu'elle constitue un frein au développement, qu'elle étouffe les investissements internationaux et qu'elle sème la haine, dans sa population générale, contre son propre gouvernement. Le FMI et la Banque mondiale connaissent les profondes conséquences néfastes de la corruption sur la société guinéenne et les deux institutions pressent le gouvernement de la Guinée à devenir plus transparent. La corruption est ainsi un cancer de la société guinéenne qui réclame un traitement immédiat et soutenu.

L'augmentation des taux d'échec scolaire et la corruption du système des concours d'entrée à l'université

"Les enseignants de Conakry sont si mal payés qu'ils réclament habituellement un droit d'entrée dans leur salle de classe de 100 FG par élève de sorte qu'ils puissent payer leurs dettes mensuelles" - une source à l'intérieur du système d'enseignement de la Guinée

Les étudiants, les enseignants et les experts de l'enseignement interviewés pour la présente étude ont tous dit que le système éducatif du pays est en crise. Bien que les informants aient cité de nombreux facteurs contribuant à cette troublante conclusion, ils étaient tous d'accord pour dire que le mauvais état du système d'enseignement constitue une source potentielle de conflit qui réclame une attention immédiate. Les enseignants interviewés ont cité de nombreuses causes à la situation actuelle. La mauvaise formation des enseignants, le manque de matériel, de mauvaises installations, des classes surchargées et des salaires de misère pour les enseignants étaient autant de raisons signalées comme de majeures sources de tension. Ils ont aussi discuté, cependant, de facteurs plus nuancés qui ne sont pas aussi faciles à mesurer. C'est ainsi qu'ils ont parlé de la difficulté d'enseigner à des enfants qui ont faim et ne peuvent pas se concentrer. Ils ont parlé d'un système de promotion des enseignants qui est fondé sur l'identité ethnique et le népotisme plutôt que sur le mérite. Et ils ont exprimé la difficulté d'enseigner à des élèves (surtout dans l'enseignement secondaire) qui ont perdu tout espoir dans le système.

Les élèves aussi se disent gravement frustrés par le système d'enseignement guinéen. Ils ont souvent raconté comment les enseignants leur réclament souvent 100 FG par élève ou les obligent à acheter des bonbons à l'entrée de la salle de classe (en fait, cette pratique a été confirmée par le directeur d'une école primaire qui l'a qualifiée d'habituelle et pour qui c'est le seul moyen, pour les enseignants, de joindre les deux bouts avec un salaire équivalent à 100 dollars américains par mois). Les élèves ont aussi cité comme problèmes majeurs les classes surchargées et en mauvais état, ainsi que le manque de matériel pédagogique.

Mais la question la plus brûlante parmi tous les élèves interviewés a été le taux élevé des échecs aux examens de passage. Des informants bien placés maintiennent que seulement 30 à 35 % des élèves des écoles primaires passent dans le premier cycle du secondaire. De ce groupe, seulement un tiers est admis dans le deuxième cycle. Le baccalauréat, qui détermine habituellement les admissions à l'université dans le système éducatif français, est réussi seulement par un dixième des élèves du deuxième cycle du secondaire. Cependant, le système éducatif guinéen a placé un obstacle supplémentaire devant les élèves : ils doivent être reçus à un concours d'entrée dans les

établissements d'enseignement supérieur. Moins de 10 % des bacheliers peuvent espérer réussir au concours. Naturellement, la nature hautement sélective de ce système est une source de tension parmi les élèves. Mais le problème est aggravé par la perception que les passages en classe supérieure peuvent être achetés ou sont plus faciles pour les membres de certains groupes ethniques. Et compte tenu de l'atmosphère de corruption et de tension sociale entre divers groupes en Guinée, on peut facilement se rendre compte de la manière dont ces éléments sont perçus pourrait être une source majeure de tensions.

Note plus positive : des experts de l'éducation en Guinée peuvent citer des statistiques impressionnantes sur les progrès de l'enseignement dans le pays. Le plan d'ajustement structurel de 1989 à 1994 a ciblé ce secteur avec des dollars destinés à son développement. Le résultat, au cours de cette période, a été une forte augmentation du nombre des écoles dans tout le pays et un accroissement de 21 à 40 % du nombre des enfants scolarisés. Néanmoins, cette même source a rapporté que, depuis 1994, beaucoup de l'argent gouvernemental destiné en principe à l'enseignement dans tout le pays n'est pas arrivé à destination. Elle a suggéré que cet argent avait été détourné sous la forme de faveurs politiques (le partage du gâteau) depuis les élections de 1994.

L'entrée massive de nouveaux réfugiés en Guinée

"En Guinée, le paillason d'accueil pour les réfugiés est en train de s'effiloche..." - un interviewé appartenant à la communauté diplomatique guinéenne

Avec 487 416 réfugiés officiellement enregistrés sur son territoire, la Guinée abrite maintenant une des plus grandes populations de réfugiés du monde. En fait, beaucoup d'informants et de sources journalistiques internationales disent qu'il y en a beaucoup plus que le nombre officiel communiqué par le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). En tout cas, tout le monde s'accorde pour penser que la Guinée a maintenant un problème majeur avec les réfugiés, et que ce problème pourrait être une source majeure d'instabilité.

Les réfugiés sont massés le long des frontières de la Guinée notamment dans la région forestière du sud où ils sont surtout concentrés autour de Guékédou alors que des groupes moins importants vivent autour de Macenta et N'Zérékoré. Une autre concentration significative de réfugiés se trouve à Forécariah au sud-est de Conakry. Néanmoins, il y a des milliers de réfugiés dans Conakry et autour ainsi que dans d'autres régions du pays. La grande majorité des réfugiés vient de la Sierra Leone. Bien que des réfugiés de la guerre civile au Libéria vivent toujours dans la peur du gouvernement Taylor (principalement des Libériens du groupe ethnique Krahn) et donc ne sont pas retournés dans leur pays, beaucoup de ceux qui s'étaient réfugiés en Guinée pendant la dernière décennie d'instabilité au Libéria sont rentrés chez eux.

De plus, l'instabilité continue et les questions de sécurité en Sierra Leone ont empêché le rapatriement des réfugiés de ce pays malgré la fin officielle de la guerre et le retour à un bon gouvernement central après les Accords de Lomé. A la mi-novembre 1999, les organisations humanitaires n'avaient toujours pas accès à l'est de la Sierra Leone et les "anciens" rebelles n'avaient pas été désarmés. En fait, les combats entre le Revolutionary United Front (RUF) et le Armed Forces Ruling Council (AFRC) continuent dans le nord et dans l'est du pays, et des

sources dignes de foi disent qu'au moins deux tiers du pays ne sont pas contrôlés par le gouvernement.

Bien que le Libéria ait retrouvé la stabilité dans l'ensemble, des combats sporadiques continuent d'être rapportés dans le comté de Loffa, dans le nord du pays, entre les forces du gouvernement Taylor et celles du United Liberation Movement (ULIMO) de Al Hadj Koromah. Beaucoup disent que Koromah et ses hommes sont basés près de la frontière libérienne dans le sud de la Guinée. Ce sont des membres du groupe ethnique Mandingue et ils sont accusés d'être soutenus par le gouvernement Conté ainsi que par des Mandingues vivant en Guinée. Les tensions entre les forces de Taylor et de l'ULIMO ont produit plusieurs affrontements frontaliers et provoqué la fermeture officielle de la frontière entre le Libéria et la Guinée (bien que selon certains rapports cette frontière reste toujours poreuse).

"

Les tensions frontalières avec le Libéria et les préoccupations provoquées par les bruits selon lesquels des combattants de Sierra Leone se font passer pour des réfugiés en Guinée ont mené le gouvernement Conté à fortifier les régions contre une intrusion étrangère possible. Le potentiel d'un tel événement sera discuté en plus grand détail dans le Scénario 3.

Quels que soient les événements du futur et la possibilité d'une nouvelle arrivée de réfugiés en Guinée, la volonté d'accueil pour ceux qui cherchent déjà un abri contre les conflits de la région a fortement baissé. Bien que plusieurs informants aient suggéré que les réfugiés ne présentent pas une grande menace pour la Guinée et que le gouvernement et leurs voisins guinéens en font des boucs émissaires, un certain nombre d'interviewés de haut rang ont exprimé du mépris pour les réfugiés pour leurs coutumes et leur manque de moralité comparée à celle des Guinéens profondément musulmans. Ces commentaires sont troublants et suggèrent la possibilité de conflits isolés éclatant entre des réfugiés (en particulier ceux qui vivent dans les villes) et les indigènes. Une nouvelle arrivée massive de réfugiés, provoquée peut-être par de forts combats en Sierra Leone, serait un événement extrêmement déstabilisant en Guinée.

Une rupture des accords entre le gouvernement de la Guinée, le FMI et la Banque mondiale

Depuis le début des travaux sur le présent document, le partenariat entre le FMI et la Guinée a été mis en veilleuse. Après avoir fait un voyage d'urgence en Guinée au cours de la deuxième semaine de novembre, une mission du FMI a décidé de geler les fonds pour la Guinée jusqu'à ce que son gouvernement satisfasse certaines conditions. Bien que des informants maintiennent que le gouvernement guinéen pourrait continuer tant bien que mal sans le soutien financier direct du FMI, il s'écroulerait sans le soutien de l'Union européenne et des fonds fournis par les Français qui sont donnés sous condition que le gouvernement guinéen honore ses engagements avec le FMI. Comme l'aide étrangère représente 90 % du budget guinéen, la rupture des relations entre le FMI et la Guinée serait un désastre pour le pays.

Pour cette seule raison, beaucoup pensent que le gel actuel du financement par le FMI sera levé en janvier et que le programme d'ajustement structurel va continuer. De plus, compte tenu de la position régionale de la Guinée en tant que "le dernier homme debout" dans une région très instable, peu d'observateurs pensent que les institutions financières internationales prendraient le risque de plonger le pays dans une crise financière. En tant que pays d'accueil du plus grand

groupe de réfugiés du monde et apparemment île de stabilité dans une mer de chaos, la Guinée a de nombreux sympathisants dans la communauté internationale. Néanmoins, la situation actuelle entre le gouvernement guinéen et ses partenaires internationaux reste fluide et doit être observée de près.

La faiblesse des cours mondiaux de la bauxite et de l'or

"La Guinée dispose de certaines des sources de bauxite les plus riches du monde".

Depuis l'époque coloniale, le monde connaît la richesse des ressources naturelles de la Guinée. En fait, de nombreux observateurs pensaient qu'en 1958, une Guinée indépendante pourrait avoir les moyens d'entreprendre un programme de développement national significatif. Quarante ans plus tard, cependant, les mines de Guinée restent largement sous-exploitées. Néanmoins, en 1988, le secteur minier rapportait plus de 80 pour cent des revenus d'exportation de la Guinée. La bauxite reste la matière première la plus importante, elle a rapporté plus de 300 millions de dollars américains en revenus d'exportation en 1988, soit plus d'un tiers des revenus d'exportation. L'or et les diamants ont aussi fait une contribution significative à l'économie, ce qui souligne l'importance de ce secteur. Néanmoins, des marchés parallèles ont rogné les bénéfices potentiels pour l'Etat, réduit les revenus du change des monnaies pour la Guinée et fait tomber les taux de change de la monnaie nationale, le Franc guinéen (FG). C'est pourquoi les revenus de l'état restent largement à la merci des marchés internationaux des matières premières. Par exemple, quand le prix de la bauxite tombe sur le marché mondial, les revenus de l'Etat plongent, ce qui met le gouvernement en danger de ne pas pouvoir payer ses échéances et de ne pas respecter ses accords budgétaires avec les institutions financières internationales.

Bien que ce facteur représente une menace grave à la stabilité de la Guinée, il se situe dans la deuxième catégorie de facteurs de risque, à moyen terme.

La chute des cours de change de la monnaie et la diminution des salaires des fonctionnaires et de leurs effectifs

Une source potentielle supplémentaire de conflits et d'instabilité est la possibilité que le FG va continuer à perdre de la valeur par rapport au dollar. En 1999, cette valeur a plongé, ce qui a suscité des préoccupations sérieuses à propos de l'inflation (en fait, beaucoup d'informants pensent que le taux de change du FG est artificiellement élevé et qu'il devrait être dévalué). Il a depuis regagné un peu de force mais il reste précaire et apte à des fluctuations significatives sur les marchés parallèles.

Les possibilités de coupes dans le secteur du fonctionnariat semblent minimales. C'est peut-être parce que le gouvernement et les donateurs étrangers ont peur de l'impact qu'elles auraient sur la stabilité politique et sociale. De plus, après avoir subi des réformes pénibles ciblées vers l'austérité dans le cadre de programmes d'ajustement structurel qui ont provoqué le licenciement ou la retraite de 60 000 employés de l'état au cours des années 1980, et la fin d'une politique de l'époque Sékou Touré qui garantissait un emploi pour tous les diplômés de l'Université de la Guinée, personne dans la société guinéenne ni dans la communauté internationale ne veut frapper de nouveau ce secteur.

La diminution des bourses d'études universitaires

Dans le monde entier, les universités ont toujours été des centres de révolte et de changements sociaux. De jeunes idéalistes passionnés ont souvent été à l'avant-garde des changements, disposés qu'ils étaient à les payer de leur vie. En fait, cela a été le cas en 1991 au Mali voisin quand les étudiants y ont dirigé les manifestations qui ont finalement mis fin à 23 ans de dictature du général Moussa Traoré.

Les étudiants du supérieur en Guinée, cependant, ne sont pas nombreux (voir la discussion des concours d'entrée plus haut), ils sont mal organisés et divisés entre groupes ethniques. C'est ainsi que bien qu'ils ont une tradition de rébellion et de conflit avec le gouvernement, en particulier au cours du début des années 90, aujourd'hui ils ne semblent pas constituer une source potentielle majeure d'instabilité.

L'augmentation du trafic de drogues et d'armes

Au cours des années 1990, l'instabilité régionale en Afrique de l'Ouest a provoqué une peur croissante que le manque de structures d'autorité et d'institutions politiques légitimes feraient de la région un paradis pour les trafiquants internationaux de drogues et d'armes. En fait, bien qu'il y ait peu de preuves concrètes, il est généralement admis que le trafic illégal de drogues et d'armes est en augmentation en Guinée et dans les pays voisins et qu'il y a de plus en plus d'attaques à main armée à Conakry. Ces indices sont souvent associés avec une montée de la criminalité et de l'usage de la drogue dans la société et ils constituent par conséquent des problèmes qui doivent être pris au sérieux par le gouvernement guinéen.

L'augmentation de l'écart entre riches et pauvres

"Au moins pendant l'époque Sékou Touré nous étions tous pauvres ; maintenant nos officiels du gouvernement deviennent des milliardaires alors que les masses vivent dans la pauvreté". – un informant âgé

Ce facteur a été souvent cité dans les interviews comme une source majeure de tensions sociales à Conakry. Il a été souvent lié à la question de la corruption par les interviewés, et aussi comme un facteur qui différencie le régime Conté du régime marxiste de Sékou Touré. Le commentaire suivant indique comment les Guinéens identifient la différence entre les niveaux de corruption entre les deux régimes : "Durant l'époque Touré, on disait aux ministres qu'ils pouvaient voler le gouvernement, mais seulement un peu. Maintenant ils prennent tout ". Et cette idée aide les Guinéens à expliquer ce qu'ils considèrent comme un écart monstrueux entre les riches et les pauvres. Par conséquent, c'est une source majeure de frustration et de mauvaise volonté parmi les Guinéens. Un interviewé a rapporté qu'il se sentait menacé quand il se déplaçait dans sa modeste voiture vieille de dix ans dans son quartier de Conakry : "Les gens me regardent avec haine comme si je leur avais volé la voiture ". Cette sorte d'envie et d'amertume a été assez mentionnée par les informants pour donner l'impression qu'elle est une source majeure de conflits potentiels.

L'éviction sommaire de populations par le gouvernement

Il est évident que ce facteur a été conçu pour prendre en compte l'événement infâme connu sous le nom de l'incident de Kaporu au cours duquel des milliers de citoyens ont été évincés de leurs résidences en 1998, quand les bulldozers du gouvernement ont rasé plus de 10 000 logements (on trouvera plus haut des détails supplémentaires dans la section Histoire politique récente, en particulier sur la nature ethnique de l'action).

Grâce à cette action, le gouvernement de la Guinée a aliéné des milliers de citoyens. Une action semblable pourrait ranimer les vieilles flammes de haine contre le gouvernement, flammes qui continuent à brûler dans le coeur de nombre de Guinéens depuis 1998.

L'augmentation du sectarisme religieux

D'après plusieurs personnes interviewées, l'intégrisme religieux est en hausse depuis peu à Conakry. Aujourd'hui, les musulmanes intégristes comme on n'en avait jamais vu auparavant, couvertes de noir de la tête aux pieds, sont considérées comme bizarres et étrangères par beaucoup de Guinéens. Certains d'entre eux pensent qu'une augmentation de l'intégrisme musulman pourrait être le premier pas vers un Islam militant et mener à des problèmes comparables à ceux qui ont ravagé l'Algérie au cours de la dernière décennie.

D'autres informateurs ont exprimé de la confusion et du dégoût à propos des pratiques religieuses de certains groupes de réfugiés au Libéria et de la Sierra Leone. L'un d'eux a expliqué : "Il y a un groupe de réfugiés de la Sierra Leone qui habite près de ma maison à Matam (un quartier de Conakry). Et quand l'un d'eux meurt, ces gens sortent le cadavre à la lumière et dansent avec lui!". D'autres informants parlaient volontiers de différences culturelles et religieuses moins choquantes qu'ils relèvent entre eux-mêmes et le groupe principalement chrétien de réfugiés qui vivent parmi eux, telles que la promiscuité sexuelle, une vêtue provoquante et un penchant pour faire la fête tard dans la nuit.

C'est ainsi que des différences réelles ou ressenties parmi les Guinéens et entre les Guinéens et les étrangers pourraient être une source de conflits potentiels à long terme.

La négligence du secteur minier par les sociétés et l'état

Comme mentionné plus haut, le secteur minier de la Guinée (bauxite, or et diamants) représente 80 pour cent des revenus d'exportation. La négligence et la détérioration de ce secteur représenterait un désastre pour l'économie à long terme. De plus, le potentiel de croissance de ce secteur est énorme et il devrait être exploité au bénéfice de la population guinéenne aussitôt que possible.

Les politiques d'état prédatrices ou archaïques destinées aux économies officielle et informelle

L'un des événements qui reste frais dans l'esprit de presque tous les Guinéens est la révolte des femmes des marchés en 1977. Fatiguées des abus de la police économique de Sékou Touré, les femmes des marchés de tout Conakry se sont soulevées spontanément et ont marché sur le palais

présidentiel. Elles ont réussi à mettre fin à l'appareil haï de la police des marchés et presque, selon de nombreux informants, provoqué la chute du régime Sékou Touré (le Scénario 2 tente d'imaginer comment une seconde révolte des femmes affecterait la stabilité en Guinée).

Les politiques archaïques qui freinent les investissements privés constituent, selon de nombreux informants, des obstacles à l'investissement étranger. Une personne interviewée a dit qu'elle avait un ami qui a acheté un terrain en Guinée – trois fois. Elle a donné cet exemple pour illustrer le grave problème de la propriété des terres que les étrangers rencontrent en Guinée. Ceci, de plus, réduit les investissements privés dans le secteur agricole du pays, souvent une des clefs du développement national. Il semble bien aussi que le régime foncier constitue une source majeure de tensions entre les Guinéens eux-mêmes.

CAUSES POLITIQUES

L'absence de dialogue politique au niveau national

"Le peuple de Guinée n'a pas de forum pour discuter des problèmes. Le gouvernement guinéen a le monopole du pouvoir et il ne veut pas le partager ni en discuter". – point de vue articulé par un politicien d'opposition, mais partagé par de nombreux informants

La source potentielle de conflits et d'instabilité en Guinée la plus souvent citée a été l'absence de dialogue sérieux et périodique entre la toute puissante branche exécutive et le reste des acteurs socio-économiques et politiques. Les informants ont donc attribué les crises récentes, telles que les émeutes de l'augmentation du prix de l'essence et de Kaporé, à un manque de communication. Un diplomate a déclaré : "Les gens d'ici ne sont pas bien préparés aux grands événements", si bien que quand ils se produisent ce sont des surprises. C'est ainsi que, a-t-il continué : "si des forums de discussion et de consultation avaient été organisés pour expliquer comment l'augmentation des prix sur le marché mondial du pétrole nécessitait une augmentation à la pompe en Guinée, ou pour discuter des options au rasage de dix mille maisons, les conflits auraient pu être évités".

Le manque de dialogue public de la part du gouvernement est aggravé par l'absence de stations privées de radio et de télévision. Bien qu'il existe une presse à demi libre (dont il sera discuté plus bas), la seule source d'information des gens est leur radio sur laquelle ils reçoivent seulement la station gouvernementale. Beaucoup de personnes interviewées ont dit que cette réalité explique pourquoi la Guinée est "un pays de rumeurs". "Tout le monde est dans un état permanent d'attente et d'expectative. Nous sommes forcés de deviner ce qui se passe derrière les portes fermées de notre gouvernement parce que ce gouvernement n'a pas d'appareil de relations publiques".

Cette source potentielle de conflits et d'instabilité a été citée au cours des interviews avec une fréquence extraordinaire. On peut noter avec espoir que cette question a été soulevée depuis tous les côtés de la scène politique, ce qui laisse à penser que la plupart des Guinéens sont d'accord sur le besoin de communications et vont peut-être trouver un moyen d'ouvrir le dialogue sur le développement national. Si le gouvernement ne prend pas cette mesure novatrice il risque une grave instabilité à court terme.

L'absence d'un système judiciaire crédible et indépendant

Le manque d'un système judiciaire crédible et indépendant est un autre indicateur qui a été fréquemment mentionné au cours des discussions. Cette question déborde sur plusieurs indicateurs discutés plus haut, par exemple la corruption officielle et l'éviction sommaire de populations. L'indépendance judiciaire, ou son absence, a des conséquences profondes sur tout, depuis les droits de l'homme jusqu'à l'application de la constitution. Et les gens considèrent que cette branche fondamentale du gouvernement ne remplit pas sa tâche en Guinée aujourd'hui.

Les possibilités de manipulation de la constitution ou de pouvoirs extra-constitutionnels en Guinée sont élevées, d'après les informants, et en fait cela se produit régulièrement. La vacance créée à la Cour suprême de la Guinée, quand son président Lamine Sidime a été nommé Premier ministre en mars dernier, persiste et les observateurs maintiennent que Sidime continue à diriger la Cour depuis son poste de chef du gouvernement guinéen. Un tel conflit d'intérêts est donc ainsi considéré par beaucoup comme la preuve que la branche judiciaire du pouvoir est sous le contrôle direct de la branche exécutive.

De plus, des informants ont averti qu'il existe un mouvement, à l'Assemblée nationale, qui veut modifier la constitution en vue de prolonger le mandat présidentiel. La branche exécutive a ainsi approuvé un amendement et l'a soumis à l'Assemblée nationale, amendement qui supprimerait la limite du nombre des mandats pour un président, allongerait le mandat de cinq à sept ans et repousserait la limite d'âge pour la présidence. Cependant, l'Assemblée nationale doit adopter cet amendement à la majorité des deux tiers, ce qui est loin d'être assuré car il manque deux voix à la coalition au pouvoir.

Néanmoins, beaucoup de Guinéens voient le progrès de cette idée comme une preuve supplémentaire que le pays s'éloigne de la démocratie vers un pouvoir plus dictatorial. Et compte tenu du manque actuel de séparation nette entre les branches du gouvernement, les événements tels que ceux cités ci-dessus doivent être surveillés de près.

Les politiques ethniques (ou l'ethno-stratégie) dans l'administration publique

Les interviewés qui ont bien voulu parler des tensions ethniques dans la société guinéenne d'aujourd'hui (et plusieurs ont refusé tout net d'en discuter) étaient d'accord pour déclarer que les préjugés ethniques sont le résultat direct d'une ethno-stratégie appliquée par le régime Conté après son arrivée au pouvoir en 1984. Quand des Malinkés ont été interrogés sur le problème, ils ont rapidement évoqué le cas du "coup Diarra" qui a mené à la purge de nombreux soldats et membres de l'élite politique Malinkés en 1985. D'autre part, les Peuhls ont plus fréquemment l'incident de Kaporu qui les a affectés plus directement. Néanmoins, des deux côtés, on s'est accordé pour dire que la branche administrative du gouvernement est aux mains du président Susu, de sa famille et de ses amis.

Les partis politiques d'opposition ont eu beaucoup de mal à défendre leurs propres politiques, cependant, quand on leur a demandé de faire la preuve d'une politique d'inclusion. Et ceci semble constituer la racine du problème. Pratiquement tous ceux qui sont impliqués dans la

politique en Guinée pratiquent des politiques ethniques destinés à leur assurer une base dans leur propre groupe ethnique (se reporter à la section Histoire politique récente pour trouver les noms des principaux partis politiques, leurs affiliations et leurs dirigeants).

Les ingérences dans les affaires intérieures d'un autre état

Les troupes guinéennes ont participé à des combats sur trois frontières du pays au cours des années 90. Au cours de cette période, le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée-Bissau ont tous été plongés dans de brutales guerres civiles et, à chaque fois, la Guinée a pris partie dans les conflits et envoyé des troupes en territoire étranger. Comme on pouvait s'y attendre, ces affrontements ont créé de solides alliances entre la Guinée et ses alliés et des ennemis durables parmi ses adversaires. Cependant, à la fin de la décennie, la Guinée se retrouve dans une situation précaire : chacun de ses alliés de la région a été battu. C'est ainsi qu'en Guinée-Bissau, la Guinée (ainsi que le Sénégal) s'est rué à l'aide de son allié de longtemps, le président Joao Bernardo (Nino) Vieira, après une violente mutinerie de l'armée en 1998. Le conflit avait commencé après que Vieira ait limogé le général Assuman Mane pour avoir fait parvenir des armes aux rebelles de la Casamance, dans le sud du Sénégal. Mais les troupes de Vieira ont été battues par celles du général Assuman Mane qui a finalement pris le pouvoir en 1999.

Plus tôt dans la décennie, le président Conté avait soutenu le régime Doe au Libéria puis le gouvernement du président Kabba en Sierra Leone. Le sort de Doe entre les mains de Charles Taylor est bien connu, et le président Kabba a été forcé de partager le pouvoir avec son ancien ennemi Fodah Sankor. Aujourd'hui, il est accepté en Guinée que Taylor et Sankor ont l'intention de se venger du gouvernement Conté et il existe des rapports troublants selon lesquels les deux hommes, avec des dissidents guinéens dirigés par Gbako Zoumanigui, préparent un complot contre Conté (voir l'indicateur militaire numéro 2 pour de plus amples détails sur cette source possible de conflits).

Des soldats guinéens déserteurs, qui sont passés en Sierra Leone, seraient en train de se préparer à lancer une attaque en vue de renverser le président Lansana Conté ... ces anciens soldats guinéens se sont entraînés pour l'opération avec des combattants du RUF et de l'AFRC dans le village de Kamba, dans le nord de la Sierra Leone, très près de la frontière guinéenne. Environ 200 d'entre eux ont récemment terminé une formation à la guérilla à Kamba en vue de renverser le régime Conté (Africa Research Bulletin, vol. 38 :8, du 1 au 31 août 1999, p. 13 661).

La fraude électorale

Il n'est pas étonnant que l'opposition politique de Guinée maintienne que le PUP au pouvoir est coupable de fraude électorale et de manipulation des électeurs – des partis d'opposition du monde entier font habituellement la même accusation. En fait, des questions légitimes sur les urnes trafiquées, l'achat des voix et le financement des campagnes sont soulevées à chaque fois qu'il y a une élection démocratique. Mais d'autre part, des études internationales ont suggéré que des irrégularités significatives ont eu lieu dans les élections en Guinée depuis que la démocratie a été imposée au début des années 90 (voir l'étude du National Democratic Institute "Guinée : Soutien au processus démocratique, septembre 1998 – janvier 1999"). De plus, les affrontements

violents qui se produisent toujours au moment des élections en Guinée soulignent la gravité des possibilités d'instabilité dans l'avenir.

En bref, avec des élections municipales et législatives qui doivent avoir lieu en juin 2000, la question de la fraude électorale est légitime car elle pourrait faire courir des risques significatifs à la stabilité de la Guinée, et par conséquent elle réclame une attention immédiate.

L'absence de radios et télévisions privées

Des informants maintiennent que la Guinée est le seul pays de l'Afrique de l'Ouest qui ne dispose pas de radios privées. En fait, même des stations de radio internationales comme Africa Numéro Un, Radio France Internationale (RFI) et la British Broadcasting Corporation (BBC) ne sont pas diffusées en Guinée. Le gouvernement maintient donc ainsi un monopole complet sur l'information radiotélévisée avec une station de télévision d'état et deux stations de radio d'état. Aussi "la liberté de la presse" et l'indépendance des journaux doivent être mises en question. Bien qu'il existe plusieurs journaux indépendants dans la région de Conakry, ils ne sont pas complètement libres et ils ne sont pas beaucoup lus. Au cours des interviews, des journalistes ont rapporté qu'il y a certaines lignes qui ne peuvent pas être franchies. Ces lignes comprennent la discussion des tensions ethniques et certains scandales majeurs de corruption impliquant le gouvernement. " Si nous franchissons ces lignes, nous savons que nous risquons d'aller en prison et de voir nos bureaux fermés ", a dit un informant. Il a continué ainsi :

De plus, nous savons que certains éléments du gouvernement paient des "journalistes indépendants" pour écrire des articles positifs à propos de l'administration Conté. Le journalisme est un travail très difficile en Guinée. C'est pourquoi nous essayons d'être très prudents et de rapporter les faits au mieux possible sans attaquer directement les intérêts du gouvernement. Parce que si nous le faisons, nous savons que nous serions en grand danger d'emprisonnement ou pire.

Bien que les journalistes de la presse écrite se soient vus accorder une certaine liberté par le gouvernement, et bien qu'ils constituent un important contrepoids, peu de Guinéens ont accès à la presse libre. Pour commencer, en Guinée, les journaux coûtent 1 000 FG, une somme exorbitante pour tout le monde sauf les élites. Un informant qui achète régulièrement les journaux locaux a rapporté : " Au minimum, douze personnes lisent les journaux locaux que j'achète ". Néanmoins, la circulation des journaux est si faible, avec une moyenne comprise entre 5 000 et 10 000 la plupart des semaines pour le Lynx et l'Indépendant (deux des journaux indépendants les plus respectés en Guinée), que l'information contenue dans la presse n'atteint clairement qu'une faible partie de la population urbaine.

Il est important de noter, toutefois, que le soutien aux radios privées en Guinée est largement partagé parmi les informants de tout bord politique. Cette observation permet d'espérer que l'installation de radios privées pourrait gagner du soutien au niveau national et devrait donc être encouragée par les donateurs et les Guinéens.

Les politiques ethniques des partis

Les tensions sont élevées entre les groupes ethniques de la Guinée et cela constitue une cause majeure de préoccupation. Alors que les racines de ce problème ont déjà été discutées plus haut, il est important de mentionner le rôle des partis politiques dans le développement des rivalités ethniques. Bien que la plupart des sources s'accordent pour dire que le gouvernement actuel a semé les graines des rivalités ethniques depuis qu'il a pris le pouvoir en 1984, il est bien connu et accepté par tous que les partis politiques d'opposition de la Guinée (principalement le RPG, le PPG, l'UPR et l'UPG) sont basés sur les appartenances ethniques. En fait, non seulement les membres des partis acceptent cette conclusion, ils l'approuvent. Commentaire d'un dirigeant : "Je pense que les politiques ethniques sont bonnes. Il est naturel de fonder les partis politiques sur les groupes ethniques et cela constitue une base de pouvoir solide et légitime pour les candidats dans le monde entier. En fait, les politiques ethniques n'augmentent jamais les tensions, elles les réduisent". Et ce politicien n'est pas le seul à affirmer l'utilité des partis politiques fondés sur les ethnies, des représentants d'autres partis d'opposition ont exprimé des opinions semblables bien que plus nuancées.

Cette opinion, cependant, n'est pas partagée par de nombreux Guinéens hors de l'arène politique. En fait, nombreux sont ceux qui considèrent les politiques démocratiques, et spécifiquement les partis d'opposition, comme une cause majeure d'instabilité. Un interviewé appartenant à la société civile de Guinée a suggéré que les différents groupes ethniques sont exploités par les partis politiques et utilisés pour promouvoir les ambitions et les fortunes personnelles plutôt que pour le bien de la nation. Cette opinion a été partagée par beaucoup, ce qui montre non seulement un haut niveau de cynisme mais aussi l'aliénation des masses envers leurs dirigeants.

C'est pourquoi la nature de la politique en Guinée – qui est clairement basée sur les ethnies et qui souvent sème la discorde – représente une menace pour la stabilité nationale. Bien que le PUP ait clairement traversé les frontières ethniques (en fait, le président Conté a obtenu 56 pour cent des voix aux dernières élections présidentielles alors que son propre groupe ethnique représente seulement environ 15 pour cent de la population totale), beaucoup attribuent son succès électoral et l'hétérogénéité de ses partisans aux faveurs qu'il est à même d'accorder. Peut-être un autre concept de sciences politiques, l'idée de "néo-patrimonialisme", explique-t-il mieux la dynamique des événements en Guinée. La base des régimes néo-patrimoniaux est la privatisation des agences et entreprises du secteur public. Le pouvoir, par conséquent, signifie toujours le pouvoir personnel et la politique devient une sorte d'entreprise dans laquelle la distinction entre la personne qui occupe un poste officiel et le poste officiel cesse d'exister. En d'autres termes, dans les systèmes néo-patrimoniaux, l'Etat devient personnalisé et le reflet de ceux qui sont au pouvoir au lieu d'être un gouvernement de droit dont les institutions sont basées sur la constitution. C'est un phénomène qui affecte beaucoup de pays en développement mais qui doit être surmonté pour parvenir à la démocratie.

Le manque d'autonomie du législatif

De la même façon qu'ils se sont plaints du manque de crédibilité du judiciaire en Guinée, les informants se sont aussi insurgés contre leur Assemblée nationale. Le manque d'indépendance

du législatif a ainsi été cité comme une raison majeure pour expliquer l'absence de transparence du système politique guinéen. En fait, le manque de transparence du gouvernement a semblé être à la base des plaintes de nombreux interviewés et c'est un facteur qui s'attaque directement à la légitimité de l'Etat.

Néanmoins, ce facteur a été classé dans les préoccupations à long terme dans la liste des indicateurs d'instabilité. Ceci parce qu'il est largement accepté que l'autonomie du législatif dépend de beaucoup des autres facteurs mentionnés plus haut. En d'autres termes, l'autonomie du législatif requiert d'abord l'établissement d'un dialogue politique significatif, d'un judiciaire indépendant, etc.

La sous-représentation des femmes dans les affaires publiques

"Les femmes sont les fondations de la société guinéenne". Cette phrase a peut-être été la plus souvent répétée au cours de toutes les phases de la recherche. Toutes les personnes interviewées étaient d'accord sur sa validité. Elles s'accordaient aussi pour dire que les femmes ressentent les effets de la crise économique actuelle plus directement que les hommes. Les informants ont expliqué cette seconde observation par la première : comme dans la plupart des pays du monde, ce sont les femmes de Guinée qui portent la plus grande part des responsabilités familiales. Les faibles taux d'alphabétisation, les taux élevés de fertilité et de pauvreté – facteurs qui ont le plus fort impact sur les femmes de Guinée aujourd'hui – usent la trame qui unit les familles et la société dans le pays. Une femme de marché a déclaré : "Les femmes doivent quitter la maison pendant la journée pour gagner de l'argent. Nos maris sont au chômage. Pendant ce temps-là nos enfants sont souvent laissés sans surveillance et peuvent s'attirer des ennuis".

Néanmoins les femmes sont souvent dépendantes du point de vue économique. Une informante a aidé à expliquer ce paradoxe en notant que le taux élevé d'analphabétisme chez les femmes de Guinée, qui était de 78 pour cent en 1995, est une raison majeure pour que les femmes n'aient pas plus d'influence dans les politiques socio-économiques qui les affectent. "Tant que nous n'aurons pas une voix politique, a-t-elle dit, les femmes de Guinée continueront à souffrir et à être manipulées par des dirigeants mâles".

Le favoritisme régional dans les décisions politiques

Le favoritisme régional dans la répartition des fonds de développement dans les campagnes est un autre facteur considéré comme ayant un effet négatif à long terme sur la société guinéenne. Bien que le présent rapport ne dispose pas de données empiriques pour soutenir cette déclaration fréquemment répétée par les informants, il est clair que la perception d'un favoritisme régional, plus précisément la croyance que la plus grande partie des fonds de développement est dirigée par l'administration vers la région côtière orientale, représente à long terme un danger potentiel pour la stabilité. A tout le moins, il semble que les raisons employées pour justifier la répartition des fonds de développement devraient être rendues publiques pour expliquer pourquoi des décisions particulières sont prises.

Néanmoins, ce phénomène semble atténué par l'importante présence d'organisations donatrices en Guinée. L'emplacement des projets des donateurs est déterminé en grande partie en dehors

des agences gouvernementales et il y en a dans toutes les régions du pays. Le directeur d'une organisation internationale a dit : " Nous investissons dans des projets partout où nous en voyons la nécessité ".

Le non respect des droits des minorités

Le non respect des droits des minorités affecte beaucoup de niveaux différents de la société guinéenne. Les handicapés, les enfants, les réfugiés et les autres groupes qui sont exclus du processus national de prise des décisions représente un danger à plus long terme pour la stabilité nationale. La vieille expression du mouvement des droits civiques, " tant qu'il reste des gens qui ne sont pas libres, personne n'est libre ", résume le mieux l'esprit de cette variable. Les droits des minorités doivent donc être pris en compte et soutenus par des acteurs de la société civile de la Guinée en vue de parvenir à une plus grande stabilité et à la solidarité nationale.

L'ingérence internationale flagrante dans les affaires intérieures de la Guinée

Beaucoup d'états africains ont été la cible d'interventions secrètes (et quelquefois pas) de la part des anciennes puissances coloniales. La plus notable peut-être, et la plus pertinente, dans ce pays francophone, est la France. Les relations entre la France et la Guinée ont été particulières depuis que la Guinée a voté contre la Communauté franco-africaine il y a plus de quarante ans. Ces relations se sont tendues et détendues plusieurs fois, mais la plupart des Guinéens se souviennent du NON au référendum avec fierté et comme un acte dirigé directement contre les Français.

Néanmoins, la France est aujourd'hui le plus important partenaire bilatéral de la Guinée. C'est pourquoi elle dispose d'une influence prépondérante dans les affaires intérieures de la Guinée. Certains domaines de l'économie guinéenne, tels que le secteur bancaire, sont dominés par des entreprises françaises. En fait, plusieurs opérateurs économiques se sont plaints des privilèges exceptionnels accordés par le gouvernement de la Guinée aux banques françaises, privilèges qui ne sont pas accordés à d'autres concurrents étrangers. Par exemple, un banquier a affirmé qu'en Guinée, les banques françaises sont autorisées à conserver leurs réserves en devises étrangères alors que les autres banques sont requises de les conserver en FG. "Les français peuvent gagner de l'argent ici rien qu'en étant sur place. Quand le FG perd de sa valeur, ils gagnent de l'argent".

Bien qu'on puisse s'attendre à des critiques contre les Français dans leurs anciennes colonies africaines, certaines actions font de la France une cible facile. Par exemple, il est bien connu en Guinée que l'ambassadeur de France était le seul officiel étranger présent dans la salle de réception des décomptes de voix après les élections présidentielles de 1998. En fait, il a été aussi le premier à confirmer la victoire de Conté. Des événements comme celui-là, et comme le soutien douteux de la France à la démocratie dans toute l'Afrique noire, ont rendu les Guinéens suspicieux des intentions françaises dans leur pays. C'est ainsi que les interventions flagrantes des Français dans les affaires guinéennes ou celles de n'importe quelle autre puissance étrangère pourrait être des causes de conflit.

LES CAUSES MILITAIRES

" Il existe un pouvoir en Guinée, c'est celui des militaires. " - un membre de la communauté internationale des donateurs

Ce point de vue a été partagé par des informants de tous les milieux de la société guinéenne. La déclaration suivante : "Les militaires ont toujours été la grande inconnue en Guinée et ils continuent de l'être", reflète une attitude semblable qui est aussi partagée par beaucoup et qui aide à mettre en contexte la manière dont les forces armées guinéennes sont perçues. L'armée est ainsi considérée comme une puissance dont il est difficile de prévoir les actions.

Malheureusement, la nature de la présente étude rendait particulièrement difficile d'obtenir des informations confidentielles sur la situation dans les forces armées guinéennes. En fait, les tentatives répétées d'organiser des interviews avec des officiels de rang élevé ou non n'ont pas eu de succès, ce qui en dit beaucoup. Néanmoins, plusieurs experts des affaires militaires guinéennes bien informés et bien placés ont accepté de parler sous le couvert de l'anonymat et ils ont éclairé notre lanterne de manière significative.

D'après ces sources, aujourd'hui et peut-être davantage que n'importe quand au cours de la Deuxième république de Guinée, des questions se posent à propos de la loyauté de l'armée. Parmi les militaires, les raisons de mécontentement abondent : mauvaises conditions de vie, conditions économiques difficiles, népotisme dans les rangs et promotions fondées sur l'appartenance ethnique, ainsi que des missions difficiles et dangereuses dans les pays voisins, sont les raisons les plus souvent citées par les experts. D'autres rapports, cependant, font état de soldats qui n'ont pas voté sur leurs bases militaires et qui ont été battus pendant la période électorale de 1998. De plus, il a aussi été rapporté que des officiers ont été mutés en dehors de Conakry pendant la campagne de 1998 parce qu'ils étaient considérés comme de potentiels fauteurs de troubles. Ces anecdotes mettent en évidence les tensions qui existent dans l'armée guinéenne aujourd'hui, tensions qui, maintiennent beaucoup d'observateurs, pourraient mener à une mutinerie semblable à celle de février 1996, quand des soldats ont attaqué le palais présidentiel pour réclamer une amélioration de leurs salaires et conditions de travail.

Bien que peu de renseignements sortent des camps militaires de la Guinée. Plusieurs indicateurs clairs sembleraient indiquer une augmentation des tensions dans les rangs et des signes évidents de troubles, dont les plus notables sont des soulèvements, des rébellions et des arrestations. Plusieurs sources bien placées ont maintenu qu'une série d'arrestations a eu lieu dans la deuxième semaine de novembre, au cours de laquelle environ quarante soldats ont été arrêtés dont au moins vingt auraient été des officiers ou des sous-officiers. D'autres purges militaires sont mieux connues, dont celle de mars 1999 et celle de juillet 1996 qui a suivi la mutinerie de février de la même année. Des dizaines de militaires ont été ainsi forcés à prendre leur retraite, emprisonnés ou mis à mort ces dernières années.

Bien que nombre de détails sur la situation actuelle chez les militaires ne soient pas clairs et que l'armée reste la grande inconnue en Guinée, il est évident qu'il y a des tensions dans les rangs et qu'elles pourraient déborder et provoquer des conflits sérieux et l'instabilité dans le pays.

La baisse des conditions de vie et de l'accès aux matériels dans les forces armées et la police

Comme mentionné plus haut, la rébellion de février 1996 contre le président Conté ne représentait rien de plus que l'exigence d'une augmentation de salaire et d'une amélioration des conditions de vie des militaires. Après avoir bombardé son palais, les soldats mutins ont présenté au président une liste de revendications que Conté a signé immédiatement. Cette liste comprenait, dit-on, des réclamations pour des augmentations de salaire, un système de promotions amélioré, une augmentation des subventions pour la nourriture, l'amélioration de l'équipement militaire, etc. Bien que la présente étude n'ait pas pu trouver des données économiques solides sur les salaires actuels des militaires, des rapports anecdotiques suggèrent qu'ils sont de nouveau frustrés par l'environnement économique en Guinée. Néanmoins, il est clair que les militaires sont toujours bien payés en comparaison avec les autres employés du gouvernement, et en temps voulu. Des informants ont déclaré que les soldats obtiennent leur riz à un prix subventionné et qu'ils ont des réductions sur les transports. Mais compte tenu de la rareté de l'information qui sort des camps, il est difficile de connaître l'ambiance actuelle parmi les soldats. C'est pourquoi il sera aussi difficile de prévoir des événements comme la mutinerie de 1996.

Les incursions armées en provenance de pays voisins

La possibilité d'une invasion de la Guinée par un pays voisin est réelle. La Guinée-Bissau, la Sierra Leone et le Libéria abritent tous des éléments qui sont hostiles au régime Conté (voir les raisons possibles d'une invasion à l'indicateur politique numéro 4). Mais des sources bien informées contredisent les observateurs qui suggèrent qu'une force d'invasion pourrait essayer de prendre le contrôle des parties du territoire où se trouvent les riches terrains diamantifères de la Guinée. Les dépôts alluviaux de diamants de Guinée couvrent de longues distances, contrairement aux veines de diamants qui sont plus facilement défendues. Ce fait géologique laisse à penser que les motifs d'une invasion seraient autres que simplement financiers. En fait, des informants ont suggéré que les raisons d'une telle attaque de la Guinée seraient plus personnelles, alimentées par une volonté de revanche contre le président guinéen et dans le but de renverser son régime.

Le scénario d'une invasion est ainsi plausible compte tenu de l'animosité entre dirigeants régionaux dans le cadre de la dernière décennie d'effusion de sang dans la sous-région. Il faut donc y accorder une attention internationale sérieuse [voir Scénario 1].

Le népotisme dans le système de nominations et de promotions chez les militaires

Peu de gens nient que le favoritisme ethnique joue souvent un rôle déterminant dans le système de promotions des militaires. La garde présidentielle, les Béréts Rouges, serait dominée par des soldats du groupe Susu. Il en est de même, selon des informants, du corps des officiers supérieurs de l'armée. Le népotisme est par conséquent la cause de tensions graves chez les militaires – tout comme dans les autres branches du gouvernement – et certains disent qu'il va sûrement mener à l'insurrection.

Le manque de discipline et d'encadrement adéquat dans les forces armées et la police

Il est difficile de circuler à travers la ville sans voir des policiers guinéens arrêter des véhicules et harceler leurs conducteurs. Un informant a expliqué comment Conakry est de facto sous couvre-feu à partir de minuit, car c'est le moment où la police installe des barrages routiers autour de la ville et demande à voir des papiers d'identité. Si on est arrêté, on peut s'attendre à payer sur-le-champ une "amende", que la carte d'identité soit valide ou non. De tels incidents, apparemment mineurs, ont pour conséquence d'aliéner la population et d'augmenter les tensions. De plus, des informants disent que cette pratique semble s'intensifier à des barrages routiers dans tout le pays.

L'absence de droits de l'homme en Guinée a été un domaine discuté par de nombreux interviewés. Les membres de l'Organisation guinéenne des droits de l'homme (OGDH), des partis d'opposition et les enseignants qui ont été interviewés racontent des histoires horribles de tortures, de passages à tabac et d'exécutions sommaires qui ont eu lieu en Guinée sous le régime actuel. Que l'armée et la police violent habituellement et avec impunité les droits de l'homme en Guinée n'a pas été contesté par les interviewés. Leurs dires sont soutenus par un rapport du Département d'état des Etats-Unis : "Guinea Country Report on Human Rights Practices for 1998". Par conséquent, les violations des droits de l'homme par les soldats et les policiers guinéens sont une source majeure de tensions et d'hostilité de la population envers le gouvernement. La formation aux droits de l'homme est donc un domaine qui réclame une attention immédiate en Guinée.

Enfin, le relâchement des structures d'autorité dans les forces armées peut aussi mener à des augmentations du trafic d'armes et de drogue. Principalement entouré d'états anarchiques, le gouvernement de la Guinée doit s'attaquer à ce problème potentiel avant qu'il provoque une forte montée des activités criminelles.

Les ambitions personnelles de prendre le pouvoir par la force

Cet indicateur est une des plus grandes causes de conflits sur le continent. Le coup d'état est toujours une forme plus fréquente de changement de régime en Afrique que les élections. Les coups d'état récents au Niger, au Congo-Brazzaville, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Libéria, etc., ont mis une foule de militaires au pouvoir. On ne peut donc pas omettre la possibilité d'un événement semblable en Guinée, pratiquement n'importe quand.

SCENARIOS DE CONFLITS ET D'INSTABILITE

La prédiction des changements sociaux, et particulièrement des conflits sociaux, est une science difficile et inexacte. L'échec des services de renseignement américains dans la prévision de l'écroulement imminent de l'Union soviétique en 1989 en est une preuve. Néanmoins, des données empiriques sur des facteurs qui sont considérés comme de première importance pour la stabilité peuvent offrir des coups d'oeil sur ce que le futur pourrait tenir en réserve.

Dans les pages suivantes, les indicateurs de conflits et d'instabilité décrits plus haut ont été employés pour suggérer des scénarios de conflits possibles. Ces événements qui relèvent de la fiction ont été imaginés et élaborés à partir d'informations données par nos informants et de

précédents historiques. Ils sont conçus en vue de suggérer des causes possibles d'instabilité civile en Guinée, causes considérées par nos informants comme réalistes dans le contexte socio-économique actuel.

Les scénarios suivants doivent donc être lus comme des réponses à la question : "Qu'est-ce qui pourrait arriver si ... ?". Le premier scénario montre ce qui pourrait conduire les militaires guinéens à la mutinerie et ce qui pourrait arriver si cette action terrible se produisait. Le deuxième scénario suggère ce qui pourrait arriver si les femmes et la jeunesse urbaine se soulevait contre le gouvernement. Ensuite, les causes et les effets d'une invasion hypothétique du territoire guinéen par des rebelles sont examinés. Le quatrième scénario tente de suggérer ce qui pourrait se passer si le président Conté quittait soudain le pouvoir. Enfin, le cas de potentielles violences politiques est examiné.

C'est ainsi que, dans chaque scénario, une histoire relevant de la fiction est suivie par une section de commentaires, suggérant l'historique et la probabilité d'un tel événement. Ensuite, il est fait des recommandations sur les moyens grâce auxquels le scénario pourrait être désamorcé. Enfin, des indicateurs potentiels sont présentés pour suggérer un moyen de suivre l'évolution de la situation et d'identifier les conflits potentiels avant qu'ils se produisent.

Scénario 1 : mutinerie de l'armée

Une rupture des relations entre le FMI et le gouvernement de la Guinée crée un ralentissement spectaculaire de l'aide internationale vitale pour le pays. Tous les autres accords d'aide internationale sont soumis à l'approbation, par le FMI, des mesures politiques prises par le gouvernement de la Guinée, si bien que l'impasse actuelle (qui a commencé en novembre 1999) met en danger toutes les rentrées de fonds fournis par des donateurs. Par conséquent, le gouvernement guinéen est obligé de réduire les dépenses de l'Etat pour le service de la dette, pour les salaires de ses employés, pour les services sociaux et pour les militaires.

Craignant une réaction militaire agressive à cette politique, le gouvernement arrête un nombre significatif d'officiers, sous-officiers et soldats qui auraient été impliqués dans des complots contre l'état. Ces prisonniers sont incarcérés à Koundara et à Kassa, deux camps de la garde présidentielle d'élite (les Bérets rouges), et ne bénéficient pas des procédures judiciaires normales. Ces événements augmentent les tensions dans les casernes guinéennes où les militaires sont déjà frustrés par la politisation des forces armées, les rivalités ethniques, le manque de professionnalisme et de matériel et la baisse des conditions de vie sur les bases.

Dans ce contexte tendu, une mutinerie éclate dans un camp à Conakry. Les deux jours suivants, les soldats pillent la capitale, terrorisent la population, commettent des destructions urbaines massives et tuent nombre de gens. Des soldats loyalistes entourent le président et combattent les insurgés. Mais, ayant tiré les leçons de l'échec de la mutinerie de février 1996, les rebelles renforcent leur organisation et demandent des renforts dans tout le pays. Des combats intenses s'en suivent et le président fuit le pays. Les forces présidentielles se rendent et un Comité National de Salut Public, composé de civils et de militaires, prend le pouvoir.

Commentaire

Depuis la mutinerie de février 1996, le gouvernement a fait de grands efforts pour améliorer les conditions de vie des militaires guinéens. Néanmoins, face aux exigences montantes de toutes les parties de l'appareil d'Etat et à des ressources en baisse, le gouvernement guinéen est limité dans ses options. En fait, la situation actuelle met l'accent sur l'importance de la reconnaissance continue du gouvernement de la Guinée par les organisations de Bretton Woods. Néanmoins le gouvernement guinéen doit clairement continuer à satisfaire aux besoins de son armée. Les salaires doivent être payés régulièrement et le népotisme ainsi que les rivalités ethniques qui empoisonnent l'esprit de corps chez les militaires doivent être éradiqués grâce à un programme de professionnalisation. Un tel programme doit comprendre de la formation aux droits de l'homme et peut-être même un programme de chantiers nationaux qui implique les militaires dans la construction de routes, la gestion des ressources et d'autres projets de travaux publics. Il faut aussi améliorer les relations entre les jeunes officiers et sous-officiers et leurs aînés de grade plus élevé. Les premiers seraient fatigués des derniers, considérés comme restant égoïstement trop longtemps en service. Enfin, la direction des forces armées guinéennes doit adopter un programme qui donne satisfaction à ses nombreux anciens combattants des campagnes régionales des années 90.

Indicateurs potentiels

Il est clair que le retard ou le non paiement des salaires des militaires pourrait provoquer une rébellion (en fait, c'est une des premières leçons à apprendre pour gouverner dans le monde en développement). De plus, le fait que les militaires n'habitent pas dans les camps de l'armée mais retournent chaque nuit (avec leurs armes) pour vivre parmi la population générale, donne à craindre qu'une rébellion pourrait s'étendre rapidement à partir des bases et dans le coeur des villes, en particulier Conakry où de nombreux soldats habitent. C'est ainsi que les tensions ressenties par la population, tensions ethniques, économiques et politiques, le sont aussi par les forces armées guinéennes.

Néanmoins, l'armée reste en dehors de l'évolution socio-économique qui est en cours en Guinée et reste apte à négliger le processus de libéralisation politique, à ignorer les droits de l'homme et les appels à la transparence et aux réformes.

Scénario 2 : les femmes de Conakry se révoltent pour protester contre le déclin de la situation économique.

Frappées durement par la situation économique actuelle et réclamant désespérément des réformes, les femmes organisent une manifestation pacifique pour marquer l'anniversaire de celle du 27 août 1977 qui avait presque provoqué la chute du gouvernement Touré. Mais le jour de la manifestation, le gouvernement décide d'interdire la marche, arrête les organisateurs et use de force brute pour disperser le reste du groupe. Mais les femmes refusent de se laisser intimider.

Les employés frustrés des transports publics sont les premiers à se joindre aux femmes et le rassemblement s'enfle d'étudiants et de masses urbaines au chômage. La capitale est paralysée par des émeutes et la police et les militaires usent de force létale pour tenter de briser le

mouvement. Néanmoins, toutes ces tactiques échouent et la manifestation devient incontrôlable, ce qui provoque des centaines de morts et de blessés. Quand le calme est enfin restauré, des couvre-feux sont mis en place et le gouvernement décrète la loi martiale.

Commentaire

Les émeutes qui ont suivi, à Conakry, l'augmentation du prix de l'essence en octobre 1999 doivent être considérées comme un symptôme de l'environnement social tendu dans lequel la population de la capitale vit actuellement. Les Guinéennes sont parmi les gens qui se sentent les plus vulnérables et les plus menacés par la crise économique actuelle.

En vue d'éviter un scénario semblable à celui décrit ci-dessus, le gouvernement guinéen doit renouer ses relations avec le FMI, prendre des mesures concrètes pour garantir aux donateurs internationaux qu'il est en train d'entreprendre un programme de bonne gestion des affaires, et lancer un programme national de communication et de dialogue avec les femmes, la jeunesse et les chômeurs

Indicateurs potentiels

La récente suspension du programme du FMI pour la Guinée est alarmante. Les conséquences de toute réduction de l'aide étrangère au gouvernement guinéen avec son budget déjà réduit au minimum pourraient être graves. De plus, le franc guinéen continue de perdre de la valeur par rapport au dollar, ce qui fait s'affaiblir encore plus son pouvoir d'achat. Cette dynamique accentue la perception, par la population, qu'il y a un écart profond entre les riches et les pauvres en Guinée.

Ajoutons à ce mélange le refus continu du gouvernement d'adopter des mesures de bonne gestion, l'absence continue de dialogue avec la population, les restrictions sur la liberté d'expression (absence de radios ou télévisions privées), les violations continues des droits de l'homme, le favoritisme ethnique dans l'administration de l'état et chez les militaires, le manque de responsabilité et de transparence et la corruption galopante dans le cercle du gouvernement. D'autres facteurs tels que le chômage qui monte en flèche, la criminalité qui augmente, ainsi que les tensions dans les camps de réfugiés et aux frontières aggravent la situation actuelle en Guinée.

Scénario 3 : La Guinée est envahie par des rebelles de la Sierra Leone

Il y a une rupture des Accords de Lomé et la violence règne de nouveau en Sierra Leone. La guerre entre le RUF de Foday Sankoh et les forces nationales du président Tidiane Kabbah reprend avant que des troupes de l'ONU puissent s'installer sur le terrain en Sierra Leone. La reprise du conflit envoie une nouvelle vague de réfugiés en Guinée. Kabbah finit par fuir la Sierra Leone pour Conakry.

Encouragé par sa victoire et son amertume envers la Guinée pour son soutien à Kabbah tout au long de la guerre civile en Sierra Leone, le RUF tourne les yeux vers le régime Conté. Au Libéria le régime Taylor, fâché depuis longtemps avec Conté qui a soutenu El Hadj Kromah et ses forces

de l'ULIMO opposées à Taylor, se joint au conflit. Le font aussi les forces du général Mane en Guinée-Bissau, qui a pris le pouvoir en 1999 après avoir battu les forces du président Nino Vieira soutenues par la Guinée. Enfin, les ennemis de Conté sont rejoints par le Guinéen Gbako Zoumanigui et ses hommes qui se sont rapprochés des forces du RUF dans l'est de la Sierra Leone depuis qu'ils ont fui la Guinée plus tôt dans les années 90 après l'échec d'une tentative de prise du pouvoir.

Bien que les forces guinéennes réussissent à repousser les envahisseurs armés, les combats provoquent une nouvelle vague de réfugiés, beaucoup d'entre eux Guinéens, vers la capitale. La confusion et des difficultés de plus en plus grandes règnent dans le pays et le désordre et l'agitation se répandent dans toute la Guinée qui se retrouve au bord de l'anarchie.

Commentaire

L'accélération du déploiement de forces de l'ONU en Sierra Leone est essentielle à la stabilité de toute la sous-région d'Afrique de l'ouest. Le désarmement des combattants du RUF et de l'AFRC doit être effectué aussi vite que possible et les centaines de milliers de réfugiés de la Sierra Leone vivant en Guinée doivent être rapatriés au plus vite. Des organisations internationales telles que l'Organisation pour l'unité africaine (OUA) et la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) doivent aussi donner une haute priorité à la stabilité en Sierra Leone et à la paix entre la Guinée et ses voisins. De profondes animosités existent sur trois des frontières de la Guinée et, si elles se matérialisaient, elles pourraient plonger la région déjà instable dans un chaos encore pire.

Indicateurs potentiels

L'instabilité continue en Sierra Leone n'est pas de bon augure. Au moins deux tiers du pays est en dehors du contrôle du gouvernement. De plus, les forces de Taylor restent engagées avec des éléments du RUF dans le trafic lucratif des diamants de la Sierra Leone. En fait, le diamant reste le nerf de la guerre qui assure les approvisionnements en armes et la motivation des profiteurs qui sont disposés à prolonger la guerre et l'instabilité dans la région pour garder le contrôle des richesses rapportées par les diamants.

Bien que de nombreux facteurs internationaux laissent à penser que l'instabilité va continuer à l'intérieur de la Guinée, le nombre énorme des réfugiés aux frontières est peut-être le facteur le plus lourd. Mais il existe nombre d'autres indicateurs : la présence des forces de l'ULIMO qui se sont servies de la frontière entre le Libéria et la Guinée comme de base arrière pour des attaques contre les forces de Taylor ; les menaces continues de la part du leader d'une insurrection manquée en Guinée, Gbako Zoumanigui, et de ses troupes dissidentes ; ainsi que les menaces mentionnées ci-dessus de la part du Libéria, de la Sierra Leone et de la Guinée-Bissau. Le fait que la Guinée n'ait pas joué de rôle dans les négociations politiques régionales (notamment les Accords de Lomé) n'est pas non plus de bon augure pour les perspectives d'amélioration du dialogue et d'une solution politique à la tension de la situation.

Scénario 4: L'absence prolongée du président

L'état de santé du président est le sujet de débats intenses. Un jour, il se décide de suivre des traitements prolongés à l'étranger. Son absence est prévue pour plusieurs mois.

Suivant la Constitution, le président de l'Assemblée nationale assume l'intérim de la présidence, mais il a très peu de pouvoir. A cause d'un pouvoir trop centralisé, un exécutif trop puissant, la population et l'ensemble des institutions du pays ne sont pas habitués à une telle expérience. Petit à petit des petites coalitions partisans se forment au sein de l'armée, du gouvernement, et des autres institutions. Le pays est paralysé.

Les Malinkés, fiers de leur tradition ancestrale de guerriers, se mobilisent pour prendre les rênes du pouvoir. Les Susus, craignant les représailles d'autres groupes après quinze années d'abus de pouvoir durant le régime Conté, se décident à se cramponner au pouvoir. Enfin, les forestiers se mettent en position d'installer un des leurs à la tête de l'Etat guinéen. Les Peuhls, pensent que c'est leur tour de diriger le pays. Des actes de violences répétés entre les groupes mènent l'armée à déclarer la loi martiale, mais l'augmentation de la répression militaire provoque des scissions ethniques dans les rangs de l'armée.

La faible société civile de Guinée est incapable d'unir les groupes profondément divisés, et les scissions ethnocentriques et régionalistes s'étendent à toutes les institutions de l'Etat. Face à la croissance du chaos, les militaires s'affirment la seule puissance en Guinée, mais ils succombent aussi aux violences internes. Des combats opposent les groupes ethniques éclatent. Le conflit sanglant produit un vainqueur militaire non contesté mais à un prix effrayant pour la démocratie.

Commentaire

La question de la succession présidentielle est d'une importance critique et elle ne doit pas être considérée comme tabou. En fait, bien que la constitution fournisse un plan pour cette vacance du pouvoir présidentiel, la question doit être discutée ouvertement et clairement résolue de sorte qu'il n'y ait aucune question sur le remplacement du président. La fragilité de la démocratie guinéenne, ainsi que le problème ethnique brûlant, rendent ce point d'autant plus urgent et important.

L'objectif numéro un de la communauté internationale doit être de soutenir les solutions constitutionnelles dans le cas où une telle situation se produirait : garantir que le président de l'Assemblée nationale est en fait l'héritier de la présidence et que la période d'intérim est limitée à soixante jours. Les nouvelles élections subséquentes doivent être soutenues techniquement et financièrement par l'Occident. De même, l'Occident doit encourager et soutenir l'armée pour qu'elle reste dans ses casernes et joue son rôle de gardien des frontières internationales de la Guinée et des intérêts étrangers. Enfin, la communauté internationale doit faire une réalité de la menace d'isoler tout gouvernement arrivé au pouvoir par des moyens militaires.

L'ethnocentrisme doit être dénoncé de l'étranger aussi bien que de l'intérieur du pays. Les dirigeants qui ont utilisé cette question délicate et évocatrice pour diviser la population afin de

gagner des voix doivent renoncer aux arguments ethniques ou régionaux et s'efforcer de créer des plates-formes politiques fondées sur les dossiers et des bases plus hétérogènes.

Indicateurs potentiels

L'absence de dialogue politique significatif en Guinée est aussi troublant et le dialogue doit être encouragé en tant que première mesure du processus de construction de l'unité nationale. Aujourd'hui, l'armée est la seule puissance politique en Guinée. Cela doit changer de sorte que les partis politiques puissent mûrir et jouer leur rôle de leaders du processus de démocratisation pendant que les militaires battent en retraite de la scène politique.

Scénario 5 : les fraudes électorales aux municipales et législatives provoquent des émeutes et l'instabilité dans tout le pays.

Le gouvernement guinéen doit organiser des élections municipales et législatives en juin 2000. Cependant, dans la période qui les précède, l'état rejette de nouveau les demandes de l'opposition pour la création d'une commission électorale indépendante. Au lieu de cela, il met la responsabilité de l'organisation des élections entre les mains du ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Au cours des élections, pendant le mois de juin, les leaders d'opposition et les observateurs internationaux rapportent des fraudes électorales massives de la part du parti PUP au pouvoir. Des violences antigouvernementales éclatent à Conakry et dans les fiefs de l'opposition. Des bandes de jeunes attaquent les bureaux et véhicules du gouvernement et provoquent des dégâts sérieux. Les militaires répondent avec la force brute et provoquent morts d'hommes. L'opposition déclare un "coup d'état électoral" et boycotte toutes les élections futures, ce qui crée une impasse politique.

Commentaire

Selon le droit guinéen, le ministre de l'intérieur est chargé de l'organisation de toutes les élections. Cette disposition est universellement critiquée par l'opposition en tant que conflit d'intérêt. En fait, de nombreux Guinéens (et observateurs étrangers) pensent que les élections doivent être organisées par une commission "indépendante" de dirigeants qui représentent des partis politiques concernés ainsi que de notables de la société civile guinéenne. Cette innovation a été essayée dans plusieurs pays d'Afrique avec plus ou moins de succès en vue de tenter d'augmenter la transparence des résultats des élections.

Un rapport récent de l'IFS (International Foundation for Electoral Support) sur l'élection présidentielle de 1998 en Guinée énumère plusieurs autres suggestions pour des réformes électorales :

- 1) augmentation de la liberté de la presse, dont l'acceptation de radios et télévisions privées
- 2) financement gouvernemental des partis politiques d'opposition légitimes,
- 3) séparation claire entre l'état et le parti au pouvoir, le PUP,

- 4) établissement d'une commission électorale indépendante qui aidera à assurer la transparence et la crédibilité des élections,
- 5) orchestration, par les donateurs étrangers, d'un programme destiné à promouvoir le développement de la jeune démocratie guinéenne.

Indicateurs potentiels

Le monopole de l'état sur l'organisation des élections en Guinée doit être rapidement supprimé. Le conflit d'intérêt de cette pratique s'oppose directement à tous les efforts que le gouvernement pourrait faire pour se rapprocher de la démocratisation. La partialité réelle ou perçue dans le comportement des officiels d'état qui organisent les élections en Guinée, notamment les chefs de quartier, les présidents de district, des sous-préfets, les préfets et les gouverneurs (partialité qui est aussi mentionnée dans le rapport de l'IFES), est une source majeure de tensions politiques. La partialité citée par de nombreux candidats d'opposition, qui permet d'opposer parfois des candidats pauvres à d'autres soutenus par les ressources de l'Etat (notamment et surtout par le président Conté) provoque des sentiments d'injustice et de révolte parmi les partisans de l'opposition.

Néanmoins, l'incapacité de l'opposition à transcender les scissions internes, le régionalisme et l'ethnocentrisme, est une source de tensions qui doit être éliminée. Les dirigeants politiques de l'opposition doivent par conséquent renoncer à l'appartenance ethnique en tant que source unique d'affiliation politique et s'efforcer de créer des partis plus hétérogènes.

Enfin, tous les acteurs politiques de la Guinée doivent se mettre d'accord pour créer un espace destiné au dialogue, aux communications et à des débats ouverts sur les problèmes fondamentaux qui menacent la paix en Guinée aujourd'hui.

CONCLUSIONS

Comme cela a été le cas, quand la première étude des sources potentielles de conflits et d'instabilité a été faite en 1998, les tensions restent élevées aujourd'hui. Le gouvernement de la Guinée a traversé une année difficile depuis lors mais il continue de régner sur le pays et de dominer tous les aspects de la vie. La question qui se pose est celle-ci : la même évaluation du gouvernement de la Guinée sera-t-elle valide dans un an ?

Les personnes interviewées disent que la situation socio-économique aujourd'hui en Guinée a atteint le stade de la crise. Elles citent le fait que le FMI a récemment gelé son programme avec le gouvernement, ainsi que d'autres questions pressantes, pour le confirmer. Les rumeurs prolifèrent à propos de sources possibles de conflits et de révoltes, de plans d'invasion, de mutineries, d'émeutes massives et de complots d'assassinat, et elles ont toutes été citées par les informants. Mais la seule chose qui peut être rapportée comme sûre, est qu'il existe un mécontentement des masses en Guinée aujourd'hui à presque tous les niveaux de la société.

Cette situation n'est pas de bon augure pour les dirigeants du gouvernement actuel. S'ils ont l'intention de gérer des conflits dans l'avenir, ils doivent assumer une approche plus dynamique (plutôt que de se contenter de réagir). Le modèle proposé dans la présente étude constitue un

premier pas sur ce chemin. Il fournit une approche en vue et de systématiser et d'identifier les sources potentielles de conflits. Nous espérons que ce modèle servira aussi de base pour trouver des solutions destinées à enrayer les conflits avant qu'ils se produisent.

Cette sous-région d'Afrique de l'Ouest continue de boiter vers le prochain millénaire. En fait l'avenir de la paix et de la stabilité n'est pas sûr. Des approches novatrices à la prévention des conflits telles que celles présentées dans ce document méritent d'être prises en considération non seulement par le gouvernement qui essaie de maintenir l'ordre dans la région, mais aussi par les donateurs internationaux dont la présence est si lourdement sentie et nécessaire. Mais les donateurs n'ont, jusqu'ici, pas attaqué ce problème épineux. Ils ont plutôt choisi d'abandonner le domaine du maintien de la paix aux forces des Nations unies ou de l'ECOMOG. Bien que ces organisations ont un rôle important à jouer (et agissent souvent héroïquement pour maintenir la paix), leur arrivée sur le terrain se produit presque toujours trop tard. Le gouvernement de la Guinée doit adopter une approche plus dynamique au renforcement de la stabilité en Guinée, la communauté internationale et la communauté internationale doivent agir de la même façon. Son rôle pourrait avoir un impact stabilisant majeur sur l'avenir très douteux de la Guinée.

BIBLIOGRAPHIE

- African Research Bulletin. " Africa-France: Chirac Tour ", vol. 36:7, p. 13633, 1999
- African Research Bulletin. " Guinea: Alpha Conde Charged with Plotting Coup ", vol. 36:1, p. 13412.1999
- African Research Bulletin. " Guinea: Alpha Conde on Hunger Strike ", vol. 36:3, p. 13482. 1999
- African Research Bulletin. " Guinea: Alpla Conde's Lawyers Resume ", vol 36:4, p.13518. 1999
- African Research Bulletin. " Guinea-Bissau: Troops Hold-Up ", vol. 36:1, p. 13412. 1999
- African Research Bulletin. " Guinea-Liberia: Destabilization Accusation ", vol. 36:4, p. 13500. 1999
- African Research Bulletin. " Guinea-Liberia: We Are Not Responsible ", vol. 36:8, p. 13650. 1999
- African Research Bulletin. " Guinea: Security Court to Try Conde ", vol. 38:8, p. 13661. 1999
- African Research Bulletin. " Liberia: Foreign Aid Workers Freed ", vol. 38:8, p. 13661. 1999
- Le Courrier. " La Convention de Lomé IV ", Maurice. 4 novembre 1999
- Crocker, Chester A. et Fen Osler Hampson. Managing Global Chaos : Source of and Responses to International Conflict. United States Institute of Peace Press: Washington. 1996
- The Economist. " Guinea: The excuse vanishes ", p. 42. 24 juillet 1999
- The Ecomist Intelligence Unit. " EIU Country Report: Guinea, Third Quarter 1999 ", Londres. 1999
- The Economist. " Kalashnikov Kids ", p. 19. 10 juillet 1999
- Engel, Ulf et Andreas Mehler. " EU Training Programme on Peace-Building and Conflict Prevention in Africa ", (in collaboration with the Foreign Policy Unit of the European Commission's DG VII). Hambourg.1998
- Fonds Européen de Développement. " Convention de Lomé IV Second Protovole Financier : Programme indicatif National ", Conakry. 21 février 1997
- The National Islamic League of Guinea and Leaders of the Christian Community. " Joint Statement of the Meeting Held Between the Inter-Faith Council of Liberia and the Religious Groups of Guinea ", Conakry, Guinée. 23 septembre 1999

O'Toole, Thomas et Ibrahima Bah-Lalya. Historical Dictionary of Guinea. Third Edition. Scarecrow Press : Lanham, Maryland. 1995

Organisation pour la coopération et le développement économique. "Development Cooperation: 1998 Report ", OCDE. 1999

République de Guinée. "Impact de l'instabilité sous-régionale sur le développement socio-économique de la Guinée ", Consultation spéciale pour la Guinée : Bruxelles. Juin 1999

République de Guinée. "Impact des réfugiés sur les populations, l'environnement, les infrastructures socio-économiques et de production des zones guinéennes affectées ", Consultation spéciale pour la Guinée : Bruxelles. Mai 1999

Somerville, Carolyn et Michael Meadowcroft. "Post-Election Donor Coordination Analysis: Republic of Guinea ", International Foundation for Election Systems (IFES): Burlington, Vermont. Mai-juin 1999

Tucker, Steven, Gordon Barnhart et Sekou Kourouma. "National Assembly Assessment: Republic of Guinea ", Associates in Rural Development: Burlington, Vermont. Janvier 1999

Programme des Nations unies pour le développement. Human Development Report 1998. Oxford University Press: New York. 1998

Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique. "Guinea Country Report on Human Rights Practices for 1998 ", Bureau of Democracy, Human Rights and Labor. 26 février 1999

Van Walraven, Klaas (ed.). Early Warning and Conflict Prevention: Kimitations and Possibilities. Institut néerlandais des relations internationales : La Haye. 1998

Wentling, Mark. "Guinea: Potential Sources of Conflict and Instability ", Development Associates, Inc.: Arlington, Virginie. Novembre 1998

INDICATEURS

Annexe I

SOURCES POTENTIELLES DE CONFLITS ET D'INSTABILITE

Code de l'urgence :

CT : court terme, réclame une attention immédiate **MT** : moyen terme, de 1 à 2 ans **LT** : long terme, " menaces de type cancéreux "

URGENCE	CAUSES SOCIO-ECONOMIQUES	ACTEURS	MANIFESTATIONS DU PROBLEME	MESURES/SOURCES DE DONNEES
CT	Hausse des prix de l'essence	Masses et jeunesse urbaines	Hausse des prix de produits de base et des transports, inflation, augmentation de la pauvreté et agitation sociale	Données économiques
CT	Stagnation économique	Jeunesse, masses urbaines, population générale	Agitation urbaine, hausse du taux de criminalité, chômage et pauvreté	Données économiques, sur le chômage et la criminalité
CT	Corruption officielle	Masses urbaines et rurales, donateurs étrangers	Faiblesse des investissements étrangers et de la croissance économique, retrait du soutien étranger, agitation sociale, violences ciblée sur les institutions d'Etat et la propriété	Donateurs étrangers, banques locales, organisations internationales (Transparency International par exemple)
CT	Augmentation des taux d'échec scolaire, corruption du système des concours d'entrée à l'université	Elèves du secondaire	Agitation estudiantine, émeutes, grèves	Interviews, presse locale et indices anecdotiques

URGENCE	CAUSES SOCIO-ECONOMIQUES	ACTEURS	MANIFESTATIONS DU PROBLEME	MESURES/SOURCES DE DONNEES
CT	Arrivée massive de réfugiés	Masses urbaines et rurales	Troubles sociaux, économiques et environnementaux, tensions entre groupes, agitation sociale, baisse du développement social	Rapports internationaux (du HCR par exemple), autres rapports
CT	Rupture des accords entre la Guinée et le FMI	Gouvernement guinéen, donateurs étrangers	Chute majeure du financement international du gouvernement guinéen	Données économiques
MT	Faiblesse des cours de l'or	Mineurs, l'Etat, la population générale	Baisse des revenus de l'Etat, défaut de paiement de la dette, hausse du déficit budgétaire, chute des profits du change des monnaies et baisse des dépenses de l'Etat	Données économiques
MT	Baisse du taux de change de la monnaie, réductions de salaires et limogeage de fonctionnaires	Masses urbaines et fonctionnaires	Agitation urbaine, développement et intensification des sentiments antigouvernementaux, absentéisme, grèves et violences	Données économiques
MT	Diminution des bourses d'études supérieures	Etudiants du supérieur	Agitation estudiantine, émeutes, grèves dans les centres urbains	Interviews, presse locale et indices anecdotiques
MT	Augmentation des trafics de drogues et d'armes (voir indicateur militaire 4)	Population urbaine et générale	Augmentation de l'insécurité, mépris de l'ordre public, usage de stupéfiants ou insurrection armée	Statistiques de criminalité, rapports d'ONG et interviews

URGENCE	CAUSES SOCIO-ECONOMIQUES	ACTEURS	MANIFESTATIONS DU PROBLEME	MESURES/SOURCES DE DONNEES
MT	Ecart entre les riches et les pauvres	Masses urbaines	Elargissement de l'écart entre riches et pauvres, scissions sociales, essor de la petite bourgeoisie et augmentation visible des dépenses de luxe	Données économiques (augmentation des importations de luxe et des voyages à l'étranger par exemple), interviews
MT	Eviction sommaire de populations par le gouvernement	Groupes ethniques ciblés, masses urbaines	Pertes de propriété, sans-abri, révolte populaire, violences et incarcérations	Organisations internationales, presse locale et interviews
LT	Augmentation du sectarisme religieux	Population générale	Augmentation du sectarisme et tensions sociales	Organisations religieuses, ONG et interviews
LT	Négligence des mines de la part des sociétés et de l'Etat	Communautés minières	Agitation dans les communautés minières, tensions et sociétés et populations locales, vandalisme, violences, grèves et chute de la production	ONG, sociétés minières, interviews
LT	Politiques d'Etat prédatrices ou archaïques destinées aux économies officielle et informelle	Acteurs économiques (femmes de marché) et secteur privé	Baisse des investissements étrangers, manifestations des femmes de marché, collusion entre négociants, hausses des prix, protestations et violences	Analyse politique, interviews d'acteurs économiques locaux et internationaux
CT	Absence de dialogue politique au niveau national	Classe politique, population générale	Blocage politique, stagnation du processus politique démocratique, prolifération des rumeurs, manque de confiance, montée des tensions ethniques	Presse et analyse politique

URGENCE	CAUSES SOCIO-ECONOMIQUES	ACTEURS	MANIFESTATIONS DU PROBLEME	MESURES/SOURCES DE DONNEES
CT	Absence d'un judiciaire crédible et indépendant	Communauté judiciaire, gouvernement national, population générale	Manipulations judiciaires, corruption impunie, mépris du droit dans les élites politiques, baisse de l'indépendance institutionnelle et mouvement vers la dictature	Analyse juridique et politique, sources internationales (Transparency International par exemple), ONG
CT	Politiques ethniques ("ethno-stratégie") dans l'administration publique	Classe politique, population générale	Tensions ethniques, agitation sociale, domination de postes clef par un certain groupe	Analyse politique, interviews
CT	Interférence dans les affaires intérieures d'un autre Etat (voir indicateur militaire 2)	Armée, présidence	Conflit international, instabilité nationale, incursions armées en territoire étranger	Sources internationales et locales
CT	Fraude électorale	Classe politique, population générale	Manque de soutien international et de légitimité du gouvernement, boycotts de la part de certains partis, violences	Rapports internationaux et locaux des observateurs d'élections
MT	Absence de radions et télévisions privées	Presse nationale, population générale	Répression du droit d'expression et de l'opposition politique, monopole de l'Etat sur l'information	Analyse des émissions, des communications et de la législation, interviews
MT	Politiques ethniques des partis	Partis politiques, population générale	Incapacité d'obtenir un soutien national pour les partis, ethnocentrisme, fortes affiliations régionales et préjugés	Interviews et rapports d'ONG et d'autres organisations internationales

URGENCE	CAUSES SOCIO-ECONOMIQUES	ACTEURS	MANIFESTATIONS DU PROBLEME	MESURES/SOURCES DE DONNEES
LT	Manque d'autonomie du législatif	Députés, gouvernement et population générale	Manque de responsabilité et de transparence du gouvernement, Etat dominé par la branche exécutive du pouvoir	Analyse politique, interviews de députés
LT	Sous-représentation des femmes dans les affaires publiques	Femmes, population générale	Questions en rapport avec les femmes et les enfants absentes du processus politique, système politique dominé par les hommes	Analyse statistique de représentantes des femmes et d'employés du gouvernement
LT	Favoritisme régional dans les décisions politiques	Population générale	Iniquités entre régions, tensions ethniques, aliénation de populations régionales envers le système politique	Analyse économique et politique, interviews
LT	Non respect des droits des minorités	Minorités	Aliénation et mauvais traitements de groupes minoritaires, intolérance populaire des minorités	Groupes minoritaires et ONG représentant les intérêts des minorités
LT	Ingérence internationale flagrante dans les affaires intérieures de la Guinée	Investisseurs et gouvernements étrangers	Manipulation et dégradation du système politique par des intérêts étrangers, perte de l'autonomie nationale, financement secret des élections et fraudes électorales	Observateurs internationaux et locaux
CT	Réduction du niveau de vie et de l'accès aux matériels pour les forces armées et la police	Forces armées* et police	Agitation, arrestations, rébellions, prise de contrôle du gouvernement	Salaires et données sur l'inflation, interviews, mutations de personnel
CT	Incursions armées en provenance de pays voisins (voir indicateur politique 4)	Paysans, armée, forces dissidentes, voisins hostiles	Guerre, instabilité et migrations rurales, urbanisation et mécontentement des militaires	Sources internationales d'information, donateurs, récits de militaires et de réfugiés

URGENCE	CAUSES SOCIO-ECONOMIQUES	ACTEURS	MANIFESTATIONS DU PROBLEME	MESURES/SOURCES DE DONNEES
MT	Népotisme dans le système de nominations et de promotions dans les forces armées et la police	Forces armées et police	Montée des frustrations et de l'envie, rébellions et mutineries	Arrestations et agitation, interviews, mutations
MT	Manque de discipline et d'encadrement adéquat dans les forces armées et la police	Forces armées et police	Violations des droits de l'homme, corruption, augmentation du trafic de drogues et d'armes et de la criminalité, harcèlement de certains groupes (employés des transports ou femmes de marché par exemple)	Organisations internationales (Human Watch par exemple), statistiques de criminalité, données sur le trafic des armes, interviews
MT	Ambitions personnelles de prise du pouvoir par la force	Forces armées et police	Coup d'Etat, violations massives des droits de l'homme, pouvoir extra-constitutionnel	Organisations internationales, arrestations, exécutions et autres violations des droits de l'homme

*Forces armées = militaires (de toutes les armes) et Gendarmes